Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 7 août 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°694 ■

Chronique Eco

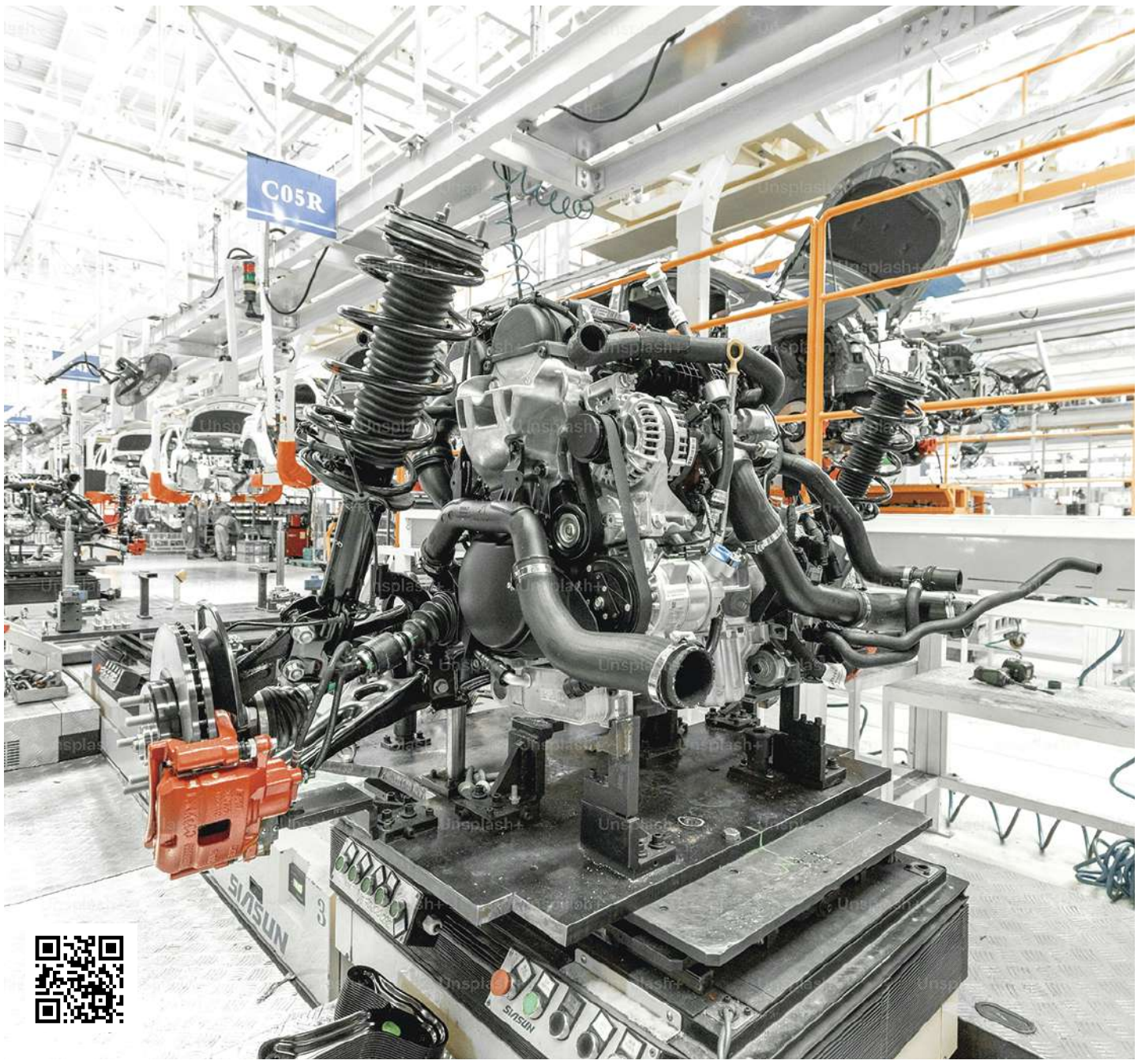
Fin du libre-échange, vive la transaction et bienvenue au troc

P 16

UN CONSEIL D'EXPERTISES NATIONALES BIENTÔT CRÉÉ

Bâtir une industrie automobile intégrée

L'Algérie poursuit ses efforts pour asseoir une véritable industrie automobile, avec des taux d'intégration appréciables, de plus de 40 %. Une nouvelle initiative vient d'être lancée par le ministère de l'Industrie afin de mieux structurer cette industrie naissante dans notre pays. P 3



SOUTIEN AUX PAYS AFRICAINS EN DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL (PDSL)

L'Algérie met en avant ses efforts au Turkménistan

Le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a mis en avant, depuis Awaza (Turkménistan), les efforts consentis par l'Algérie dans ses espaces d'appartenance, pour soutenir les pays en développement sans littoral (PDSL) d'Afrique, dans leur processus de développement, a indiqué hier le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

P 2

PRODUCTION DES ENGRAIS PHOSPHATÉS

Sonarem et la société pakistanaise "Fatima" scellent un partenariat

Un mémorandum d'entente entre le groupe industriel minier "Sonarem", représenté par sa filiale "Somiphos" et la société "Fatima Fertilizers", filiale du groupe pakistanais "Fatima", a été signé hier à Alger, à l'effet de renforcer le partenariat bilatéral dans les domaines des industries minières et de la production des engrais tous types confondus, a indiqué le ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, dans un communiqué.

P 3

CAMPAGNE NATIONALE DE MOISSON DU TOURNESOL

Le ministre de l'Agriculture donne le coup d'envoi depuis Béjaïa

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa a donné hier depuis la wilaya de Bejaia, le coup d'envoi officiel de la campagne nationale de moisson du tournesol pour la saison agricole 2025.

P 5

NOUVELLES DISPOSITIONS RELATIVES AU CONGÉ DE MATERNITÉ

La CNAS organise des journées de sensibilisation à l'échelle nationale P 2

FOIRE INTERNATIONALE DE DAMAS DU 27 AOÛT AU 5 SEPTEMBRE

Les entreprises algériennes invitées à participer à la 62e édition P 4

CAAT

Un bénéfice net de 838 millions de DA en 2024 P 2

TRANSPORT AÉRIEN

Révision prochaine des dessertes aériennes intérieures à l'échelle nationale

Par R E.

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé, avant-hier à Mascara, qu'une révision des dessertes aériennes intérieures à l'échelle nationale sera effectuée dans un avenir proche. Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection conjointe avec le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, le ministre a précisé qu'"une révision prochaine des dessertes aériennes intérieures à l'échelle nationale est prévue", ajoutant que l'aéroport de Ghriss (Mascara) fait partie des infrastructures concernées par cette opération. Il a également évoqué la possibilité d'allonger la piste d'atterrissage de l'aéroport de Ghriss d'environ 300 mètres linéaires, afin de l'adapter aux types d'avions qui y opéreront. Par ailleurs, M. Sayoud a souligné que "le Président de la République a pris une décision historique portant sur la création de la compagnie des lignes aériennes intérieures, notamment en faveur des citoyens vivant dans des zones éloignées et enclavées, comme les wilayas du Sud du pays". Il a aussi mis en avant l'importance de ces lignes pour dynamiser l'activité des différents aéroports du pays.

SONELGAZ

Poursuite de la campagne de sensibilisation pour le recouvrement des créances

La Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG), région d'Alger (Filiale du Groupe Sonelgaz), poursuit, à travers ses six directions, la campagne nationale pour le recouvrement de ses créances, indique, mardi, un communiqué de la Société. Dans ce cadre, la SDA a invité ses clients à régler leurs factures d'électricité et de gaz dans les délais légaux et à éviter l'accumulation de dettes, en précisant que plusieurs moyens ont été mis en place pour permettre un paiement facile et sécurisé des factures, et ce via l'application "BaridiMob", au niveau de toute agence commerciale, en espèces ou par carte interbancaire (CIB) ou Edahabia, ainsi que via le site électronique sonelgaz.dz. La société offre également à ses clients des facilitations au niveau des agences commerciales afin de "régler leurs dettes accumulées en leur permettant de les échelonner après examen de chaque cas particulier, en fonction du nombre des factures impayées et du montant total des dettes", ajoute le communiqué. La société met à disposition le centre d'appel 3303 ainsi que le site électronique de la société, pour de plus amples informations sur la valeur de la facture d'électricité et de gaz, note le communiqué.

SOUTIEN AUX PAYS AFRICAINS EN DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL (PDSL)

L'Algérie met en avant ses efforts au Turkménistan

Le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a mis en avant, depuis Awaza (Turkménistan), les efforts consentis par l'Algérie dans ses espaces d'appartenance, pour soutenir les pays en développement sans littoral (PDSL) d'Afrique, dans leur processus de développement, a indiqué hier le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Par Selma R

Lors de son allocution lors d'une plénière de la 3e Conférence des Nations unies sur les PDSL, à Awaza (Turkménistan), le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a souligné que « l'Algérie, en tant qu'État de transit selon le concept onusien en lien avec cette question de développement, fournit des efforts concrets dans ses espaces d'appartenance pour soutenir les PDSL dans leur processus de développement, en témoigne son adhésion aux grands projets structurants du continent africain, à l'instar de la Route transsaharienne, du Gazoduc transsaharien et de la liaison axiale de la fibre optique transsaharienne ».

Chaib a également affirmé lors de cette rencontre placée sous le thème **« Impulser le développement grâce aux partenariats »** que « les défis auxquels sont confrontés les PDSL pour atteindre leurs objectifs de développement, tels que le manque d'investissements dans les infrastructures, le faible transfert de la technologie, l'insuffisance des ressources financières internationales, ou encore le changement climatique, pourraient trouver, dans la mise en œuvre des recommandations de cette Conférence et du 4e Sommet des Nations unies sur le financement du développement, tenu à Séville du 30 juin au 3 juillet 2025, les moyens de relever ces défis imposés par les spécificités géographiques de ces pays, notamment pour ce qui est de la poursuite de la réforme de l'architecture financière internationale et la promotion d'une gouvernance économique mondiale plus inclusive, représentative, équitable et efficace », conclut le communiqué.

NOUVELLES DISPOSITIONS RELATIVES AU CONGÉ DE MATERNITÉ

La CNAS organise des journées de sensibilisation à l'échelle nationale

Des journées de sensibilisation ont été organisées, mardi, au niveau des agences de wilaya de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), afin de faire connaître les nouvelles dispositions concernant le congé de maternité, introduites par la loi modifiant et complétant la loi relative aux assurances sociales récemment promulguée, a indiqué le directeur général de la Sécurité sociale au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Islam Dahmri.

Dans une déclaration à l'APS, M. Dahmri a fait savoir que la CNAS a organisé ce jour, à travers ses agences locales de wilaya, des journées de sensibilisation pour faire connaître le contenu des nouvelles dispositions relatives au congé de maternité, telles que stipulées par la loi 25-08 du 19 juillet 2025, modifiant et complétant la loi 83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales. Ces journées "s'inscrivent dans le cadre d'une campagne nationale de sensibilisation et d'information lancée, dimanche dernier, par le ministère et qui se poursuivra jusqu'au jeudi, comprenant plusieurs activités, notamment l'organisation de journées portes ouvertes, la distribution de brochures pour expliquer les nouvelles dispositions introduites par la loi en matière de congé de maternité, ainsi que des explications sur les modalités de la mise en œuvre de cette mesure".

Ces activités tendent à "mettre en exergue les efforts de l'Etat en matière de soutien à la mère travailleuse et de renforcement de la protection sociale de la famille", et à "rappeler l'importance du système national de sécurité sociale et les efforts visant à renforcer la performance et le caractère inclusif de la sécurité sociale dans notre pays", a-t-il précisé. M. Dahmri a, par ailleurs, rappelé certaines mesures introduites par cette loi, expliquant que la mère travailleuse peut désormais "bénéficier d'un congé de maternité de 150 jours consécutifs et d'une indemnité journalière à 100 %".

CAAT

Un bénéfice net de 838 millions de DA en 2024

La Compagnie algérienne des assurances (CAAT) a réalisé un bénéfice net de 837,8 millions DA au titre de l'exercice 2024, selon le procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) ayant validé les comptes sociaux de l'année. Lors de cette réunion, les actionnaires ont approuvé à l'unanimité les comptes sociaux 2024, qui font état d'un total bilan de 102,16 milliards DA. Selon la répartition du résultat net, 400 millions DA ont été affectés aux dividendes, 42 millions DA à la réserve légale, tandis que 395,8 millions DA ont été versés aux réserves facultatives. Sur le plan commercial, la CAAT a enregistré des primes d'assurance d'un montant global de 30,04 milliards DA en 2024, en hausse de 5,5 % par rapport à 2023. Cette progression a été principalement tirée par les grands comptes (entreprises), qui représentent 70 % de cette croissance. La branche "Particuliers" a, quant à elle, renforcé sa contribution à la production globale de la compagnie, avec une croissance de 18 % et une prime additionnelle estimée à 335 millions DA. Par ailleurs, les indemnisations versées aux assurés en 2024 se sont élevées à 14,96 milliards DA, un montant équivalent à celui enregistré l'année précédente, précise la même source. L'année 2024 a également été marquée par l'accélération de la transformation digitale au sein de la CAAT, notamment grâce à un partenariat avec le Fonds national des start-up (ASF), ayant permis le lancement de la vente en ligne des produits "E-packs", couvrant une gamme variée d'offres d'assurance. Il est à rappeler que la compagnie publique avait procédé en 2023 à une augmentation de son capital social de 5 milliards DA, portant ainsi ce dernier de 20 à 25 milliards DA.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UN CONSEIL D'EXPERTISES NATIONALES BIENTÔT CRÉÉ

Bâtir une industrie automobile intégrée

L'Algérie poursuit ses efforts pour asseoir une véritable industrie automobile, avec des taux d'intégration appréciables, de plus de 40 %. Une nouvelle initiative vient d'être lancée par le ministère de l'Industrie afin de mieux structurer cette industrie naissante dans notre pays.

Par Sirine R

En effet, le département de Sifi Ghrieb a annoncé, hier mercredi, le lancement d'une campagne nationale visant à mettre à contribution les compétences algériennes, à l'intérieur du pays et à l'étranger, pour la création d'un Conseil d'expertises nationales dans l'industrie automobile et la fabrication de pièces de rechange.
Placée sous le slogan « Avec des compétences algériennes, nous construisons une véritable industrie mécanique », cette initiative intervient dans le cadre de la concrétisation de la stratégie du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à développer une industrie mécanique nationale intégrée et pérenne, et surtout conforme aux standards internationaux.
À cet effet, « les compétences algériennes intéressées sont invitées à soumettre leurs candidatures en ligne via le lien : [https://www.industrie.gov.dz/plateforme-ami/en/], indique le ministère.
Cette démarche intervient en parachèvement du processus participatif lancé par le ministère à travers des rencontres de concertation avec différents acteurs du secteur de l'industrie automobile et des pièces de rechange, ayant abouti à la création de groupes de travail spécialisés et à l'élaboration de recommandations stratégiques définissant les bases techniques et réglementaires nécessaires au développement d'une industrie nationale concurrentielle et au renforcement de l'intégration industrielle, selon la même source.
La création de ce Conseil national des expertises constitue donc une « étape clé dans la structuration du tissu industriel automobile », en appui aux réformes engagées depuis fin 2024.
Ces dernières ont donné lieu à plusieurs concertations avec les acteurs du secteur et à la mise en place d'équipes de travail spécialisées, chargées de poser les fondations d'un « cadre stratégique d'intégration locale ».

Élaborer un référentiel national de l'intégration industrielle

Le Conseil aura notamment pour mission de rédiger un référentiel national de l'intégration industrielle, outil central destiné à baliser les critères techniques, organisationnels et environnementaux pour le développement d'une industrie mécanique performante, articulée autour de la production de véhicules et de composants localement fabriqués.
Supervisé par le ministère de l'Industrie, ce futur Conseil accompagnera les opérateurs nationaux dans l'amélioration de leurs taux d'intégration, en veillant à « l'adéquation des produits aux normes internationales ». Il jouera ainsi un rôle stratégique dans l'insertion de l'industrie automobile algérienne dans les chaînes de valeur régionales et mondiales, en lien avec les ambitions du pays en matière de « souveraineté industrielle », de « création d'emplois qualifiés » et de transfert technologique.
Avec cette initiative, le gouvernement confirme sa volonté de bâtir une filière automobile structurée, s'appuyant sur les compétences nationales à l'intérieur du pays et à l'étranger comme levier de transformation économique. Parmi les objectifs de ce réseau : « le renforcement de l'intégration locale en permettant aux constructeurs de recourir aux produits locaux, le respect des clauses du cahier des charges exigeant l'augmentation progressive du taux d'intégration locale, ainsi que la promotion de la filière de fabrication des pièces de rechange, à travers la réunion de toutes les conditions favorables en faveur des fabricants des composants et des accessoires, tout en leur permettant d'adhérer au système de production nationale et internationale ».
Il s'agissait également « d'établir une coopération efficace entre les constructeurs de véhicules et les fabricants des pièces de rechange, en vue d'approvisionner le marché de l'après-vente en produits de haute qualité répondant aux normes techniques requises ». Sifi Ghrieb avait, par ailleurs, affirmé que son département ministériel s'emploierait, entre autres, à veiller au respect de la conformité technique nécessaire, en vue de promouvoir cette industrie à des niveaux supérieurs en termes de qualité et d'innovation.

Lancement d'un réseau national de pièces détachées automobiles

Il est à noter qu'un réseau national de pièces détachées automobiles avait été lancé en mai dernier. L'objectif recherché à travers la création de ce réseau national de fabricants de pièces détachées, appelé à renforcer le développement d'un tissu industriel à travers le pays, « sera de permettre à l'Algérie de développer une nouvelle stratégie orientée vers l'industrie automobile », avait déclaré le ministre. Ce réseau devrait comprendre tous les producteurs locaux de pièces, pour accompagner l'industrie automobile algérienne prônée par les hautes autorités du pays, et permettre l'augmentation du ratio de l'intégration locale.
Selon le communiqué publié par le ministère de l'Industrie à ce propos, « l'une des priorités les plus importantes de ce réseau était l'homologation et la certification des pièces produites localement pour assurer leur qualité et leur conformité aux besoins et exigences des constructeurs automobiles actuellement actifs, ou des constructeurs souhaitant investir en Algérie, en comptant sur les organismes et les compétences nationales à l'intérieur et à l'extérieur du pays ». Cette nouvelle stratégie commence en effet à donner des résultats sur le terrain et les constructeurs mondiaux ayant manifesté leur intérêt à s'implanter en Algérie ont vite adhéré à cette politique d'intégration locale. Stellantis Production El Djazaïr a donné l'exemple. Des accords de partenariat ont été signés avec des sous-traitants locaux pour la production et la fourniture de certains kits à l'usine Fiat d'Oran. Un avenir prometteur s'annonce pour l'industrie mécanique en Algérie, d'autant plus que le chef de l'État accorde une grande importance à ce dossier de l'intégration locale.

SIDÉRURGIE

La société SNS veut diversifier sa coopération avec le malaisien « Lion »

Dans le cadre de la dynamique impulsée au sein de la Société nationale de sidérurgie (SNS) par son Président-directeur général, M. Adel Khemane, et dans la continuité de la coopération amorcée en décembre 2024 avec le groupe malaisien «Lion», une délégation de la société s'est rendue en Malaisie pour une visite de travail visant à approfondir les discussions et à explorer de nouvelles perspectives de partenariat stratégique dans le secteur sidérurgique. Cette démarche vise également à diversifier les domaines de coopération, notamment vers les industries connexes à forte valeur ajoutée, telles que la fabrication de gants médicaux. Cette visite s'inscrit ainsi dans une vision commune fondée sur une série de rencontres et de discussions techniques tenues au cours des derniers mois, traduisant la maturité de ce processus de collaboration, en adéquation avec les orientations générales en matière de renforcement des partenariats de qualité, de modernisation de la base industrielle et d'appui à la transition énergétique, tout en respectant les normes environnementales internationales. La délégation algérienne comprenait le Président-directeur général du Groupe Sider, celui du Groupe Algérien de l'Acier «El Solb», ainsi que deux cadres centraux de la société-mère, Société nationale de sidérurgie. La délégation a rencontré plusieurs responsables du groupe malaisien «Lion Group», un acteur majeur dans la production d'acier et les industries de transformation avancées, notamment les unités de fabrication de gants médicaux, un secteur en pleine croissance sur les marchés internationaux. Cette visite reflète les ambitions de la société nationale de développer en Algérie des projets industriels de qualité, capables de renforcer l'intégration locale, de créer des emplois, de favoriser le transfert de technologie et de consolider la position de l'Algérie sur les marchés africains et internationaux, en faisant de l'industrie métallurgique un moteur du développement économique.

PRODUCTION DES ENGRAIS PHOSPHATÉS

Sonarem et la société pakistanaise «Fatima» scellent un partenariat

Par R.E.

Un mémorandum d'entente entre le groupe industriel minier "Sonarem", représenté par sa filiale "Somiphos" et la société "Fatima Fertilizers", filiale du groupe pakistanais "Fatima", a été signé hier à Alger, à l'effet de renforcer le partenariat bilatéral dans les domaines des industries minières et de la production des engrais tous types confondus, a indiqué le ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, dans un communiqué. La cérémonie de signature qui s'est déroulée en siège du ministère, a été présidée par le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, Noureddine Yassaâ, du PDG du groupe Sonarem, Belkacem Soltani, du PDG de la société "Somiphos", Lekhal Mokhtar et du directeur exécutif des opérations à la société "Grand Exploration and Mining Company", relevant du groupe "Fatima", Mukhtar Abbas. Ont également assisté à cette cérémonie l'ambassadeur du Pakistan en Algérie, de l'ambassadeur d'Algérie en Pakistan et de plusieurs cadres du ministère et des deux groupes. Ce mémorandum d'entente tend à établir un cadre pour une coopération fructueuse entre les deux parties en matière de commercialisation du phosphate extrait du gisement Bir El Ater lors de sa première phase, à travers la mise en place de dispositions contractuelles portant sur l'enrichissement de cette matière vitale et sa transformation ultérieure au niveau local, en vue de contribuer au développement de la fabrication des engrais phosphatés et au renforcement des chaînes des valeurs y afférentes. Il vise également à explorer les opportunités de partenariat et d'investissement dans des projets industriels destinés aux marchés algériens et pakistanais ainsi qu'à d'autres marchés internationaux, en examinant la possibilité de réaliser des projets reposant sur la valorisation des ressources minières et la création de la valeur ajoutée à travers la fabrication locale, tout en échangeant les expertises techniques entre les deux sociétés. Cette coopération s'inscrit dans le cadre des efforts de promotion de l'investissement dans le secteur minier et de renforcement des partenariats de qualité avec des partenaires asiatiques, reconnus pour leur expertises industrielles et technologiques avancées dans les domaines de la transformation des matières premières et du développement des industries de transformation. Elle vise également à développer, à enrichir et à transformer les gisements de phosphate extraits de la mine de Bir El Ater, dont les réserves excèdent les 850 millions de tonnes. A cette occasion, les deux parties ont exprimé leur volonté de développer un partenariat stratégique basé sur l'intégration économique et l'exploitation des ressources minières disponibles, dans le sillage des efforts des deux pays pour renforcer la sécurité alimentaire et développer les industries de transformation basées sur les ressources naturelles. A noter que "Fatima Group" est l'un des plus grands conglomérats industriels au Pakistan, opérant dans plusieurs domaines tels que les engrais, l'industrie chimique, l'énergie, le textile et l'agriculture. Sa filiale "Fatima Fertilizer Company Limited", leader dans la production d'engrais au Pakistan, s'est lancée dans le secteur minier à travers des projets stratégiques dans la province du Baloutchistan, notamment dans les domaines de l'exploitation et de la transformation du phosphate, du cuivre, de l'or et du fer.

LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Le DG de la Protection civile inspecte les unités opérationnelles à Relizane

Le Directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, a effectué, mardi, une visite d'inspection des unités opérationnelles et du dispositif de lutte contre les incendies de forêt dans la wilaya de Relizane, afin d'évaluer leur niveau de préparation et leur capacité d'intervention efficace face aux accidents et aux grands risques. Le Commandant Nassim Bernaoui, chef du service des statistiques et de l'information à la Direction générale de la Protection civile, a déclaré à la presse que l'objectif de cette visite de terrain est de vérifier de près la disponibilité, l'efficacité et l'évaluation des moyens de lutte contre les incendies, en particulier les colonnes mobiles, les unités régionales de soutien et d'intervention, ainsi que l'inspection des infrastructures opérationnelles et des différentes spécialités de la Protection civile, telles que les équipes cynotechniques, les groupes d'intervention en milieux difficiles, le soutien et l'intervention de première ligne. A ce propos, il a souligné que les équipes d'intervention de première ligne ont bénéficié de financements spécifiques pour leur modernisation, visant à les mettre au même niveau que les équipes internationales d'intervention de la protection civile. Le commandant Bernaoui a également indiqué que la visite a permis d'évaluer le système de veille opérationnelle mis en place cette année, notamment en matière de lutte contre les grands risques, avec en tête les incendies de forêts, et d'examiner l'efficacité des mesures préventives et opérationnelles préalablement établies. Au niveau de l'unité principale, le Directeur général a procédé à l'inspection des différentes équipes, du matériel et des équipements, avant de se rendre au centre de coordination opérationnelle pour s'enquérir des plateformes de gestion des interventions et des catastrophes. Il a également assisté à une présentation d'évaluation des activités du secteur dans la wilaya.

RÉUNION D'ÉVALUATION PRÉSIDÉE PAR LE MINISTRE DU COMMERCE

Cap sur la rentrée sociale et la stabilité du marché

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, M. Tayeb Zitouni a présidé une réunion d'évaluation par visioconférence consacrée à l'examen des mesures prises afin de garantir un approvisionnement régulier et équilibré du marché national durant la saison estivale, et des préparatifs de la prochaine rentrée sociale et économique, a indiqué un communiqué du ministère.
Lors de cette réunion tenue mardi en présence des directeurs régionaux et de wilaya et des cadres centraux, le ministre a salué les efforts déployés sur le terrain par les cadres et employés du secteur qui ont contribué à assurer la disponibilité des produits de large consommation, à maintenir la stabilité du marché et à protéger le consommateur des intoxications alimentaires, notamment en raison de la forte pression saisonnière enregistrée dans plusieurs wilayas. A cette occasion, M. Zitouni a appelé à poursuivre le travail avec la même dynamique et la même rigueur, en intensifiant le contrôle sur les produits de base et les produits sensibles, et en renforçant la présence sur le terrain pour relever tout dysfonctionnement, particulièrement durant les heures de pointe et les périodes nocturnes marquées par une activité commerciale intense.
Il a insisté également sur la nécessité de dynamiser le travail des commissions sectorielles locales mixtes et de prendre en charge immédiatement toute situation pouvant influer sur l'équilibre du marché ou entraver le processus d'approvisionnement, soulignant l'importance d'une coordination continue avec les différents organismes concernés pour garantir l'efficacité des interventions, indique-t-on de même source.
Dans le cadre du renforcement des canaux de distribution directe, le ministre a souligné le maintien des espaces commerciaux relevant de la Société de réalisation et de gestion des marchés de gros (MAGROS) ouverts gratuitement aux producteurs pour la commercialisation de leurs produits, à l'instar des pommes, des raisins et des œufs, dans le cadre des efforts visant à réduire la médiation illégale, à stabiliser les prix et à garantir une disponibilité permanente des produits de base. Au terme de la réunion, le ministre a affirmé l'engagement du secteur du commerce à appliquer rigoureusement les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à renforcer la sécurité alimentaire et à stabiliser le marché, dans le cadre d'une vision globale basée sur la gouvernance, la transition numérique et l'action proactive sur le terrain, conclut le communiqué.

ANNÉE SCOLAIRE 2025-2026

Prolongation du délai de dépôt des demandes de mutation pour tous les enseignants

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, mardi, dans un communiqué, la prolongation du délai de dépôt des demandes de mutation pour l'ensemble des enseignants des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire), titularisés et en poste, souhaitant être mutés hors de leur direction d'affectation au titre de l'année 2025-2026, et ce jusqu'au 10 août. Le ministère informe "l'ensemble des enseignants des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire), titularisés et en poste, souhaitant être mutés hors de leur direction d'affectation (demandes de mutation inter-wilayas: entrées et sorties), au titre de l'année 2025-2026, dans la limite des postes budgétaires vacants au niveau de la direction de l'éducation demandée, et qui n'ont pas encore introduit la demande de mutation via l'espace qui leur est dédié dans le système d'information du secteur de l'Education nationale, que les délais de dépôt des demandes de mutation via le lien https://ostad.education.dz ont été prolongés jusqu'au 10 août 2025", précise le communiqué, ajoutant que cette mesure "permettra aux enseignants ayant soumis, précédemment, leurs demandes, de vérifier et de confirmer leurs informations personnelles et professionnelles".

MONNAIES

Le dollar stable avant l'entrée en vigueur des droits de douanes américaines

Le dollar stagne mercredi avant la mise en œuvre jeudi 7 août de la plupart des droits de douane prévus par Donald Trump, tandis que certains pays tentent encore de négocier un accord commercial de dernière minute.
Dans la matinée, le billet vert lâche à peine 0,07% à l'euro, à 1,1584 dollar, et s'affiche quasiment stable (+0,01%) face à la livre britannique, à 1,3297 dollar. Le marché s'inquiète des répercussions négatives des droits de douane sur l'économie américaine depuis le rapport sur l'emploi américain en juillet publié vendredi. La reprise du dollar a été interrompue mardi par le recul de l'activité dans les services en juillet aux Etats-Unis, selon une enquête de la fédération professionnelle ISM. Par ailleurs, Donald Trump a dit mardi avoir une liste de quatre candidats pour prendre la tête de la puissante banque centrale américaine, la Fed.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Juillet 2025

Produits		Prix du détail DA / Kg — معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة دج / كلغ — المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	52	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	85	102	68	الطماطم	
	Oignon sec	43	50	36	البصل الجاف	
	Ail sec	461	534	387	الثوم الجاف	
	Carotte	97	109	85	الجزر	
	Navet	150	163	137	لفت	
	Poivron	105	119	90	الفلفل الاخضر	
	Piment	123	139	107	الفلفل الحار	
	Courgette	109	123	94	الكوسة	
	Haricot vert	237	264	211	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	111	126	96	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	382	462	302	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	586	711	461	التمر	
	Banane	432	446	415	الموز	
	Melon	98	114	83	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	72	85	60	البطيخ الاحمر	
	Raisin	253	307	198	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1775	1904	1647	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	353	366	339	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	391,00	NC	0,00	-6,84	-7,17	6,90	8,95	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 429,00	1428,00	-0,07	-0,65	0,76	9,18	5,45	547	781 116,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,98	5,51	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2283,00	0,00	-0,42	0,57	10,89	5,48	3947	9 011 001,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,31	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,32	2,03	-	0	0,00

CAMPAGNE NATIONALE DE MOISSON DU TOURNESOL

Le ministre de l'Agriculture donne le coup d'envoi depuis Béjaïa

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa a donné hier depuis la wilaya de Bejaia, le coup d'envoi officiel de la campagne nationale de moisson du tournesol pour la saison agricole 2025.

Synthèse S R.

En effet, lors d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya, le ministre s'est rendu à Amizour, où il a donné le coup d'envoi de la campagne de production de tournesol, sur une exploitation de 50 hectares. Ce lancement revêt une importance particulière dans un contexte de pression sur les marchés des huiles végétales, l'Algérie visant à réduire sa dépendance aux importations en favorisant des cultures stratégiques comme le colza et le tournesol.

Dans une déclaration à la presse, le ministre a souligné que la superficie dédiée aux cultures stratégiques, notamment les oléagineuses, est «en nette augmentation», incitant les unités de production agricole à s'impliquer dans la politique des cultures stratégiques industrielles, notamment le colza et le tournesol, et même le soja, à l'avenir.

Auparavant, dans la matinée, le ministre a procédé à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation de 27 silos stratégiques pour stockage de longue durée de céréales, dans la commune de Seddouk, au sud de la wilaya.

Ce projet, d'une capacité de stockage de 100.000 tonnes, s'inscrit dans le cadre du renforcement du programme national de stockage longue durée de céréales, qui comprend la réalisation de 350 centres de proximité et 30 silos stratégiques d'une capacité de stockage totale de 5 millions de tonnes, à travers le territoire national.

Le ministre qui a, également, inauguré un hangar de stockage de proximité d'une capacité de 5.000 tonnes dans la même commune, a souligné à l'occasion «l'importance accordée par les autorités du pays à la réalisation de ces projets stratégiques qui s'inscrivent dans la politique de sécurisation alimentaire, et la réduction de la dépendance aux importations».

Cherfa a aussi fait savoir, à l'occasion, que la wilaya de Bejaia va bénéficier d'autres projets de stockage de céréales dans la commune de Kherrata. Dans le même sillage, le ministre a appelé les agriculteurs à se rapprocher des établissements bancaires publiques pour bénéficier des avantages de l'accord signé récemment entre les ministères de l'Agriculture et des Finances pour le financement de projets de réalisation d'espace de stockage sous froid (chambres froides de petite et moyenne capacité).

Il s'agit de crédits sans intérêts avec un plafonnement de 15 milliards DA destinés aux opérateurs désirant investir dans la filière du stockage sous froid qui «participe, elle aussi, au programme de la stratégie nationale de sécurité alimentaire», a-t-il précisé. M. Cherfa a rappelé les autres acquis du secteur, dont l'assainissement du foncier agricole, notant que la wilaya de Bejaia a déjà entamé l'opération. Lors de cette visite, le ministre s'est rendu dans une exploitation agricole de production d'œufs de consommation, dans la daïra d'Akbou, il a inspecté une huilerie, de même qu'une oliveraie à Ouzellaguen.

FOIRE INTERNATIONALE DE DAMAS DU 27 AOÛT AU 5 SEPTEMBRE

Les entreprises algériennes invitées à participer à la 62e édition

Par S R.

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, mercredi dans un communiqué, l'ouverture des inscriptions pour les entreprises et sociétés algériennes souhaitant participer à la 62e Foire internationale de Damas, qui se tiendra du 27 août au 5 septembre au Parc des expositions de Damas. Le ministère invite les opérateurs économiques algériens, notamment dans les secteurs de l'agriculture, des industries agroalimentaires, des produits cosmétiques, des détergents, de l'électroménager, de l'électricité, de l'énergie (y compris renouvelable), du bâtiment, des travaux publics et du génie civil, à participer à cet événement international, dans le cadre du renforcement des relations de coopération économique et commerciale entre l'Algérie et la République arabe syrienne. Cette participation "permettra de faire connaître les expertises et produits algériens à un public de diverses nationalités et ouvrira de nouvelles perspectives de coopération et de partenariat avec des importateurs, des distributeurs et des investisseurs représentant plus de 30 pays", souligne le ministère.

Les opérateurs algériens auront ainsi l'occasion de participer à des séances de travail B2B et à des rencontres professionnelles avec des instances économiques syriennes et internationales, ce qui renforcera les opportunités d'exportation et de contribution aux projets de reconstruction et de développement. Les entreprises intéressées peuvent s'inscrire via le lien https://www.mcepe.gov.dz/index.php/ar/damascus-international-fair-2025 , avant le 16 août 2025, précise le ministère, ajoutant que toute demande de renseignement devra être envoyée à l'adresse électronique suivante : globalalgeriantradevent@mcepe.gov.dz.

ORAN

Projet de numérisation du recouvrement fiscal au marché de gros des fruits et légumes

Le cahier des charges relatif au lancement du projet de numérisation du recouvrement fiscal au marché de gros des fruits et légumes d'El-Kerma à Oran a été approuvé et sa mise en œuvre est prévue au mois d'octobre prochain, a-t-on appris du directeur de l'établissement, M. Zeroual Yacine. M. Zeroual a indiqué que ce cahier des charges vise à numériser la perception des droits d'entrée et de stationnement à l'intérieur du marché, ainsi qu'à mettre en place un système électronique intégré pour la perception des droits d'accès, de stationnement et de location des espaces commerciaux. Cela se fera à travers l'équipement du marché en dispositifs électroniques, caméras, portiques automatiques et en logiciels spécialisés, a-t-il souligné. La réalisation de ce projet, selon le même responsable, vise à améliorer la gestion de cet établissement, à accroître ses revenus en tant qu'établissement économique et à valoriser cet investissement important de l'Etat susceptible de contribuer au développement de la wilaya. Par ailleurs, M. Zeroual a précisé qu'un modèle type de cahier des charges dédié aux enchères a été élaboré pour encadrer les propositions relatives à la location des différentes installations et espaces à l'intérieur du marché. Cela concerne la location des stands de vente en gros de fruits et légumes, du marché des véhicules d'occasion, des chambres froides, des espaces de stockage des caisses d'emballage, ainsi que la mise en adjudication de kiosques multiservices. Il a également été procédé à l'unification de l'activité des chambres froides, en tant que première étape visant à optimiser leur exploitation et à étendre leurs services, a ajouté le même responsable.

EL-MENIAA

Lancement de la campagne d'ensemencement du maïs en grain et du tournesol

La campagne d'ensemencement du maïs en grain et du tournesol a été lancée dans la wilaya d'El-Meniaa, conformément au programme arrêté par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a-t-on appris mercredi de la direction locale des services agricoles (DSA). La même direction assure que toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour assurer la réussite de cette campagne qui cible une superficie de 4.000 hectares (ha) consacrés au maïs en grain, en vue de produire des aliments destinés à l'aviculture. L'objectif étant d'assurer une autosuffisance locale, réduire la facture des importations, en plus de soutenir la production de viandes blanches et en approvisionner le marché tout au long de l'année, en ce en vertu de conventions signées entre les exploitants agricoles et l'Office national des aliments de bétail (ONAB), a précisé le DSA, Youcef Mesbah. Le même responsable a fait savoir aussi qu'un programme a été arrêté pour la culture du tournesol sur 6.000 ha, une culture ayant donné des résultats ''encourageants'' la saison dernière à El-Meniaa, à la faveur notamment des facilités accordées dans ce cadre par les instances de tutelle. Ces facilités se manifestent à travers l'accompagnement technique des agriculteurs et l'achat de leur production, en sus des incitations financières accordées aux exploitants agricoles adhérant à ce programme visant la couverture du besoin du marché national en huile de table et la contribution aux efforts visant à atteindre la sécurité alimentaire.

TIPASA

Modification du programme de distribution d'eau potable dans six communes

Les services de la wilaya de Tipasa ont procédé à une modification dans le programme de distribution d'eau potable au niveau de six (6) communes, en raison d'une fuite dans la conduite de transfert des eaux vers le barrage Kef Eddir, a-t-on appris, mercredi, auprès de cet organisme public. Cette fuite dans la conduite de transfert des eaux vers le barrage Kef Eddir est à l'origine d'un ajustement dans le programme de distribution d'eau potable dans les communes de Tipasa, Hadjout, Merad, Sidi Amar, Menaceur et Nador (Sidi Moussa), est- il ajouté de même source. La source a précisé que l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) avait entamé les travaux de réparation de cette fuite et que la distribution serait progressivement rétablie dès l'achèvement de ces travaux et le remplissage des réservoirs principaux, soit à partir de mercredi soir.

EL TARF

Une récolte de plus de 13.000 quintaux de pois chiches attendue

Une production de 13.700 quintaux de pois chiches est attendue dans la wilaya d'El Tarf, au titre de la saison agricole 2024-2025, a-t-on indiqué, mardi, à la direction des services agricoles (DSA). "Cette récolte, entamée fin juillet dernier, sera effectuée sur une superficie plantée de 1.141 hectares", a précisé le chef du service de l'organisation de la production et de l'appui technique à la DSA, Adel Kasmallah. Soulignant que 2.000 quintaux de pois chiches ont déjà été récoltés à ce jour sur une superficie de 200 hectares, le même responsable a indiqué que le rendement attendu ''se situe entre 12 et 15 quintaux par hectare''. M. Kasmallah a également indiqué que pour assurer le succès de la campagne de récolte qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois d'août, des campagnes de sensibilisation ont été organisées à l'intention des producteurs autour des aspects techniques de cette culture et de sa protection contre les incendies. Cinquante (50) moissonneuses (10 appartenant à la Coopérative des céréales et des légumes secs et le reste au secteur privé) sont mises à contribution pour cette récolte, a encore fait savoir la même responsable.

MASCARA/PÉNÉTRANTE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

Réception de la tranche restante du projet prévue fin 2026

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a annoncé, mardi à Mascara, que le reste du projet de réalisation de la pénétrante de l'autoroute Est-ouest du deuxième tronçon (entre Hacine et Mascara), sera réceptionné en décembre 2026.

Lors d'une conférence de presse tenue en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, effectuée conjointement avec le ministre des Transports Saïd Sayoud, M. Rekhroukh a précisé que "5 km de ce tronçon seront livrés au cours du premier trimestre de l'année prochaine, ce qui portera l'avancement du projet à 75 %". Il a également annoncé la mise en service, mardi, du deuxième tronçon du projet de pénétrante de l'autoroute Est-Ouest, à partir du carrefour entre les routes nationales RN4 et RN6 (Sig), et RN17 (commune de Hacine) sur une distance de 14,8 km. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Plan national des autoroutes (PNA), visant à faciliter la circulation des usagers de la route et à désenclaver la wilaya de Mascara, indique-t-on. Pour rappel, le projet de raccordement de Mascara à l'autoroute Est-Ouest s'étend sur une distance totale de 43 km, dans le cadre du programme sectoriel centralisé. M. Rekhroukh a souligné que "ce type de projet revêt une importance stratégique pour l'économie nationale." Par ailleurs, le ministre a révélé que son département ministériel a recensé 78 points considérés comme des goulots d'étranglement de la circulation entre les routes et lignes ferroviaires, dont 56 sont en cours de réalisation sous forme de passages à niveau ou ouvrages d'art, et 22 autres dont les travaux débuteront prochainement. La visite d'inspection des deux ministres a été également marquée par l'inspection du chantier d'un ouvrage d'art sur la RN4, traversant l'autoroute Est-Ouest, dans la commune de Zahana, l'inauguration du tronçon de 14,8 km de la pénétrante de l'autoroute Est-Ouest (entre la RN4, RN6 et RN17), l'inauguration d'un passage souterrain ferroviaire à Mohammadia, l'inauguration du projet de doublement de la ceinture sud de Mascara, reliant le rond-point de la RN14 au chemin de wilaya CW 43, le rond-point des RN6 et RN7 sur 4 km, ainsi que par la cérémonie de sortie de la première promotion de pilotes de l'école privée d'aviation "Sky Training".

ILLIZI

Une vingtaine d'opérations pour renforcer les réseaux d'AEP et d'assainissement

La wilaya d'Illizi a bénéficié de 22 opérations de développement pour l'exercice 2025, visant à renforcer les réseaux d'approvisionnement en eau potable (AEP) et d'assainissement, a-t-on appris mardi de la Direction locale des ressources en eau (DRE). Il s'agit de 14 opérations sectorielles, quatre financées par le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales et quatre autres prises en charge par le Budget de wilaya, a précisé à l'APS le chef du service de la mobilisation des ressources hydriques et de l'approvisionnement en AEP à la DRE, Achour Bouanika. Parmi ces opérations figurent notamment l'alimentation des habitants en eau, la mobilisation des ressources hydriques et la rénovation du système d'assainissement, a-t-il expliqué. Le responsable a également fait savoir que la réalisation de deux lots du projet d'extension du réseau d'AEP de la commune d'Illizi a déjà été confiée aux entreprises réalisatrices, s'ajoutant aux travaux de fonçage de neufs forages dans les communes d'Illizi, In-Aménas et Debdab, signalant que cinq de ces forages sont achevés, alors que les quatre autres sont en cours de réalisation. En outre, trois châteaux d'eau, dont deux de 500 m3 et un de 1.000 m3, ont été mis en chantier afin d'accroître les capacités de stockage et d'assurer un approvisionnement régulier aux habitants, a-t-il ajouté. Concernant l'assainissement, quatre opérations ont été retenues dans le cadre de ce programme de développement, dont celles liées à la protection de la ville d'Illizi contre les inondations, la réhabilitation de 14 stations de relevage, ainsi que l'élimination de "points noirs" identifiés sur le réseau à travers la wilaya, selon la même source.

ORAN

Vers la réception de plusieurs infrastructures éducatives à la prochaine rentrée scolaire

Plusieurs infrastructures éducatives des cycles primaire et moyen devront être réceptionnées à travers différentes communes de la wilaya d'Oran à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya.
Lors d'une visite d'inspection, le wali d'Oran, Samir Chibani, s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de plusieurs projets d'établissements scolaires des cycles primaire et moyen, dont certains devront être réceptionnés d'ici la fin du mois d'août, soit avant la rentrée scolaire, tandis que d'autres seront livrés vers la fin du mois de décembre, indique-t-on.
Ces projets sont répartis à travers les communes du chef-lieu de wilaya, Misserghine, Boutlelis et Oued-Tlelat. Parmi les infrastructures qui seront prêtes à la fin de ce mois d'août figurent une école primaire au site des 700 logements publics locatifs du quartier Si-Rabah (commune de Misserghine), quatre salles de classe en extension à l'école Achir Bouamer Ould-Ahmed à Boutlelis, trois autres salles à l'école Salah Boubnider à Oued-Tlelat et un CEM dans la commune d'Arzew. Par ailleurs, d'ici fin décembre, le secteur de l'éducation sera renforcé par une école primaire au niveau du site AADL du quartier Bouâmama (commune d'Oran), quatre collèges, dont deux dans le pôle urbain Chahid Ahmed Zabana (commune de Misserghine), un à Mahdia (Oued- Tlelat), et un autre dans la région de Chehairia (commune d'Aïn-El Bia).
Le wali a insisté, lors de cette tournée, sur l'accélération de la cadence des travaux, le respect des délais de réalisation et la qualité d'exécution, afin d'assurer un environnement scolaire adéquat, a-t-on souligné de même source.
Pour rappel, la wilaya d'Oran dispose de plus de 900 établissements éducatifs, dont 613 écoles primaires, 197 collèges et 93 lycées.

AIN DEFLA

Lancement du projet de réalisation de 17 forages

Un projet de réalisation de 17 forages en vue de mobiliser la ressource hydrique à travers plusieurs communes de la wilaya d'Ain Defla, a été lancé récemment, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale des ressources en eau (DRE). Ce projet, inscrit dans le cadre du programme 2025, consiste à réaliser 17 forages au niveau de 11 communes de la wilaya, a précisé la même source détaillant que les procédures administratives liées au lancement de 15 forages parmi les 17 ont été achevées. Les efforts se poursuivent pour boucler les démarches administratives pour les deux autres forages. Aussi, les entreprises chargées de la réalisation des forages ont été installées à travers 8 communes, ajoute-t-on de même source affirmant que les travaux de forages devraient se terminer "fin septembre prochain". Concernant l'équipement de ces forages, les services de la DRE ont fait savoir que ces ouvrages seront opérationnels avant la fin de l'année en cours. Ce projet pour lequel une enveloppe financière de 500 millions DA a été mobilisée, va contribuer à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable (AEP) au profit des habitants des communes d'El Attaf, Rouina, Ain Torki, Djendel, Djelida, Djemâa Ouled Cheikh, Ain Defla, Miliana, Khemis Miliana, Ain Lechiakh et El Amra, a-t-on souligné. En outre, le secteur des ressources d'eau a procédé à l'inspription de plusieurs opérations pour l'année 2025 dans le souci d'améliorer le service et répondre aux préoccupations des citoyens, souligne-t-on citant entre autres projets, la rénovation du réseau de distribution d'eau potable de la ville d'El Attaf et la réalisation de 3 réservoirs de 1000 m3 chacun à Sidi Bouabida, Sidi Hamou et dans la commune de Ben Allal. D'autres projets ont été réceptionnés en 2024 notamment le projet du collecteur principal des eaux usées au profit des localités d'El Atba et la partie est d'Ouled Moussa dans la commune d'El Attaf et l'aménagement de l'oued au niveau de la localité Zaouia Ben Chergui à El Abadia, est-il noté.

Trump précipite l'économie américaine vers une nouvelle grande crise financière

Trump et les capitalistes de la tech, comme Elon Musk, essaient de devenir les chevilles ouvrières d'un système financier qui échappe en grande partie à la réglementation.

Par C. J. Polychroniou (*)

Le système financier des États-Unis a toujours été sujet à l'instabilité et aux crises. Aujourd'hui, cependant, avec la nouvelle administration Trump, qui prône d'importantes réductions de la réglementation, y compris dans le secteur des crypto-monnaies dans lequel la famille Trump a un intérêt financier majeur, le système financier est devenu plus vulnérable que jamais, ce qui pose de sérieux risques pour l'économie au sens large. Bien entendu, cela importe très peu à Donald Trump, à sa famille et à ses amis milliardaires. Pour Trump, la signification réelle de « America first » (Amérique en premier) c'est « Enrichissement personnel. »

Dans l'interview qui suit, l'économiste progressiste Gerald Epstein, grand spécialiste de la finance et de la banque, parle de la nature changeante du système financier américain avec Trump 2.0. Il affirme que Trump est en train de transformer l'ensemble du système financier en un « Far West d'institutions et de marchés dérégulés », jetant ainsi les bases de ce qui pourrait devenir une crise financière d'une ampleur sans précédent. Epstein est professeur d'économie et codirecteur de l'Institut de recherche en économie politique de l'université du Massachusetts à Amherst, il est l'auteur de Busting the Bankers' Club : Finance for the Rest of Us [En finir avec le club des banquiers : La Finance au service de tous].

C. J. Polychroniou : Le paysage financier américain est en constante évolution, mais pas nécessairement dans une direction souhaitable. La technologie financière (fintech), l'intelligence artificielle (IA), le système bancaire parallèle et la déréglementation suscitent des inquiétudes quant à l'instabilité financière, et font même craindre une nouvelle crise financière. En effet, tout récemment, même The Economist – un chantre des marchés libres, de la déréglementation et de la financiarisation – a publié un article intitulé « La finance américaine, depuis toujours exceptionnelle, est maintenant exceptionnellement dangereuse. » Pouvez-vous nous parler brièvement de la nature évolutive du système financier américain depuis la crise financière de 2007-2008 et nous dire si les craintes d'une augmentation des risques pour la stabilité financière sont fondées ?

Gerald Epstein : La grande crise financière (GFC pour Great Financiel Crisis) de 2007-2009 a affecté des millions d'Américains et a eu un coût élevé pour nombre d'autres personnes ailleurs dans le monde. Beaucoup d'Américains ont perdu leur emploi et leur logement, et ont assisté à des coupes sombres dans les budgets des services publics tels que les financements pour les écoles, les soins de santé et les services de garde d'enfants. Comme je le montre dans Busting the Bankers' Club : Finance for the Rest of Us, les racines de la grande crise financière se trouvent dans la déréglementation financière drastique menée par les administrations démocrates et républicaines, ainsi que par les gouvernements européens, laquelle a permis aux très grandes banques et à leur personnel d'encadrement de prendre des risques considérables et d'obtenir des gains importants. Et lorsque les marchés se sont effondrés, ils ont été renfloués par les banques centrales et les gouvernements sans qu'eux-mêmes ou leurs banques ne soient pénalisés. Plus précisément, les banquiers et les autres acteurs du système financier, tels que les agences de notation, ont pu tirer parti de conflits d'intérêts à grande échelle, de niveaux d'endettement colossaux et souvent cachés (par effet de levier), de produits financiers délibérément trop complexes et opaques que leurs clients, et souvent eux-mêmes, ne comprenaient pas, d'une fraude et d'une corruption généralisées qui sont restées largement impunies et, en fin de compte, de renflouements publics massifs qui les ont sauvés, eux et leurs institutions, mais aux dépens des contribuables et de l'économie dans son ensemble, comme l'ont montré les travaux du regretté James Crotty.

Les lois de réforme financière, connues aux États-Unis sous le nom de Dodd-Frank, ont été âprement disputées mais n'ont abouti qu'à des améliorations modérées de la réglementation financière. Ces réformes promettaient de rendre les activités bancaires moins risquées en réduisant l'effet de levier et en augmentant les fonds propres et les liquidités des banques. Elles promettaient également de rendre les activités bancaires moins opaques en augmentant la surveillance réglementaire des plus grandes banques. Mais l'efficacité de ces règles s'est érodée au fil du temps. Ce qui s'est produit en partie parce qu'avec Trump 1.0, elles ont été démantelées et assouplies sur des points importants. De fait, les règles sont devenues moins efficaces dans la mesure où les marchés financiers innovaient pour les contourner. Ces changements sont bien décrits dans l'article de The Economist et englobent notamment la taille accrue des secteurs moins réglementés, le rôle grandissant du crédit privé, en particulier des sociétés de gestion d'actifs comme BlackRock, des fonds spéculatifs et des fonds de capital-investissement, augmentant ainsi l'empreinte financière d'établissements de crédit rarement réglementés.

Bien évidemment, tout cela aurait pu être évité. S'il y avait eu des gouvernements réellement désireux de réguler la finance aux États-Unis et en Europe, ils auraient pu renforcer leurs restrictions, mais ils n'avaient aucun intérêt à le faire. Au contraire, lorsqu'il y a eu une crise bancaire en 2022 (Silicon Valley Bank, Signature Bank, USB, etc.), la Réserve fédérale et le Trésor américain ont renfloué tous leurs épargnants, certains de leurs détenteurs de titres de créance et leurs actionnaires. Pour ces marchés, cela signifiait clairement qu'ils pouvaient continuer leur croissance.

Tout ceci n'a fait qu'empirer grandement à cause des initiatives de Trump 2.0. L'administration Trump et le Congrès républicain, avec l'assistance de la Cour suprême et de certains Démocrates, tentent d'abattre la quasi-totalité de l'édifice de la réglementation financière, notamment en essayant d'éliminer le Bureau de protection financière des consommateurs, en plaçant des régulateurs favorables à la finance dans toutes les agences de réglementation clés et en s'engageant en priorité dans un cadre stratégique libre de toute contrainte en matière de réglementation. Il en résulte de plus en plus de conflits d'intérêts, une complexité et une opacité artificiellement créées, qui favorisent une forte augmentation de l'endettement (effet de levier) à l'échelle de l'ensemble du système et une augmentation phénoménales des risques de fraude et de corruption.

En d'autres termes, ils transforment l'ensemble du système financier en un système financier « occulte », c'est-à-dire un système qui échappe largement à la surveillance et à la réglementation, un système de « crédit privé », un Far West d'institutions et de marchés non réglementés.

Le marché du crédit privé a explosé ces dernières années, remettant en cause les processus de prêt traditionnel. La croissance du crédit privé constitue-t-elle en soi un risque pour la stabilité du système financier ?

Comme l'ont montré Lenore Palladino et Harrison Karlewicz, parmi d'autres, on a assisté ces dernières années à une croissance massive du « crédit privé » en tant qu'élément de l'ensemble des actifs du marché financier. Comme ils le soulignent, le volume des fonds privés a quasi triplé au cours de la dernière décennie pour atteindre 26 000 milliards de dollars d'actifs bruts (contre 23 000 milliards de dollars pour le secteur bancaire commercial américain). Ces fonds comprennent les fonds de pension et les actifs des compagnies d'assurance qui sont désormais de plus en plus gérés par des sociétés de crédit privées, telles que les sociétés de gestion d'actifs, dont la surveillance réglementaire est plutôt moins significative. Mais comme je l'ai indiqué, les grands secteurs bancaires eux-mêmes trouvent de nombreux moyens pour éviter toute surveillance dans cette nouvelle ère de déréglementation.

Même si le numéro de The Economist que vous citez en introduction met en évidence certains de ces dangers, ses avertissements sont presque toujours contrebalancés par l'idée que ces « innovations » financières offrent des avantages aux clients et à l'économie dans son ensemble. Mais en fait, dans la plupart des cas, il y a peu de preuves de ces avantages. Des portefeuilles d'actifs bien gérés sont moins performants que les fonds indiciels qui achètent simplement une part de l'ensemble (ou d'un segment) des marchés financiers. Et il n'est pas nécessaire d'avoir recours à des établissements de crédit privés pour effectuer ces investissements standard. Les formes de placements plus complexes entraînent une tendance à avoir des frais plus élevés, moins de liquidité et plus de risques.

Trump et les Républicains du Congrès, avec l'aide d'un certain nombre de Démocrates importants, font pression sur la législation pour que les crypto-monnaies occupent une position centrale dans le système financier américain. Quels problèmes cela créera-t-il pour l'économie ?

L'illustration des risques encore plus extrêmes à venir se matérialise dans la gigantesque offensive menée actuellement par Donald Trump, sa famille et toute une escouade de milliardaires, de politiciens républicains et de certains Démocrates. Ils veulent placer les crypto-monnaies et les actifs au centre du système financier et faire en sorte que des capitalistes technologiques comme Elon Musk et Trump lui-même en soient les chevilles ouvrières. Ils veulent également transformer les entreprises de la tech en créateurs d'argent et de crédit qui pourront imprimer de l'argent, au même titre que la Réserve fédérale et les banques, mais qui ne seront pratiquement pas réglementés. De cette manière, ces milliardaires de la tech et les membres de la famille Trump seront en capacité de privatiser le dollar américain et le système financier américain sans pratiquement aucune surveillance. Les principales initiatives législatives concernées ici sont la loi GENIUS, qui vient d'être adoptée par le Sénat, et la loi CLARITY, qui doit être soumise au vote de la Chambre des représentants. L'adoption de la loi GENIUS par le Sénat le 18 juin, 18 Démocrates ayant voté en sa faveur, met en lumière les dépenses colossales des sociétés de crypto-monnaies et des lobbyistes, initialement lors des élections primaires pour vaincre les Démocrates anti-crypto, puis lors des élections de novembre pour élire des Républicains et des Démocrates pro-crypto. Nous pouvons nous attendre à ce qu'ils dépensent plus encore lors des élections de 2026 pour repousser les Démocrates sensés qui remettent en question les crypto-monnaies.

En somme, les politiques hasardeuses de Trump plongent l'économie américaine dans le chaos et ont un impact négatif sur les économies mondiales. Pourraient-elles déclencher une crise financière ?

Tout à fait. Ces politiques, et en particulier la promotion des crypto-monnaies, sont très dangereuses. C'est d'ailleurs ce qu'indique implicitement l'article de The Economist. Mais il y a un point important qui n'est pas abordé ici : même en l'absence d'une crise financière, ces marchés financiers hautement spéculatifs, risqués, abusifs et entachés de fraude nuisent quotidiennement aux travailleurs, aux familles et aux communautés. Comme Juan Montecino et moi-même l'avons montré dans notre article Overcharged: The High Cost of High Finance [La surfacturation : Le coût élevé de la haute finance], ce type de système financier ne parvient pas à fournir les services financiers dont les travailleurs, les petites entreprises, les ménages et les communautés ont besoin. Certes, les crises financières provoquées par ces systèmes financiers coûtent des milliards de dollars, mais il y a aussi le coût énorme de la mauvaise gestion des ressources humaines et financières dans une économie financière spéculative, inefficace et destructrice.

Que peut-on faire pour empêcher la mise en œuvre des politiques irresponsables de réforme financière entreprises par l'administration Trump ?

Nous devons vaincre le Trumpisme, le fer de lance de ce capitalisme financiarisé de connivence, mais aussi les Démocrates opportunistes néolibéraux qui soutiennent ces politiques et en tirent profit.

(*)Politologue/économiste politique, auteur et journaliste.

Source : Truthout , 26-06-2025

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

QATAR

Le volume des transactions immobilières en hausse de 29,8 % au deuxième trimestre 2025

Le secteur immobilier a affiché une performance robuste au deuxième trimestre de l'année en cours, avec une valeur totale des transactions atteignant environ 8,9 milliards de riyals, soit une hausse de 29,8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Dans ce contexte, le premier numéro du bulletin immobilier publié par l'Autorité générale du développement immobilier « Aqarat » a expliqué que 1 915 transactions ont été enregistrées au deuxième trimestre 2025, toutes catégories confondues, marquant une hausse significative de 44 % par rapport à la même période en 2024.
Il s'agit du meilleur résultat enregistré sur un trimestre depuis le troisième trimestre de l'année 2020. La municipalité de Doha a dominé le marché avec une part de 4,8 milliards de riyals, suivie par celle d'Al Rayyan avec 1,9 milliard de riyals. Les transactions résidentielles ont représenté 44 % du total, avec « La Perle » en tête des zones les plus prisées (266 transactions), suivie de Lusail (125 transactions), portées par leur emplacement stratégique, la qualité des projets et leur attractivité croissante auprès des investisseurs et des résidents. En termes de ventes unitaires, Doha a enregistré la part la plus élevée (39,2 %), suivie d'Al Rayyan (18,2 %) et d'Al Dhaayen (17,2 %). Le bulletin précise en outre que le marché locatif a connu, lui aussi, une croissance stimulée par cette dynamique.
Le deuxième trimestre confirme ainsi la consolidation du marché immobilier, stimulée à la fois par la croissance du volume des transactions et par le dynamisme retrouvé du segment locatif, particulièrement marqué dans les zones à forte attractivité de gamme intermédiaire.

EGYPTE

Les réserves de change ont grimpé à plus de 49 milliards $ en juillet

La Banque centrale d'Egypte (BCE) a annoncé mardi 5 août que ses réserves de change s'élevaient à 49,03 milliards de dollars à la fin du mois de juillet, contre 48,7 milliards $ en juin. Cette tendance positive se maintient depuis août 2022, où les réserves avaient chuté à 33,14 milliards de dollars. Cette hausse continue, pour le 35e mois consécutif, s'explique par l'augmentation des recettes touristiques, qui ont atteint 8,7 milliards de dollars au premier semestre de l'année. Les transferts de fonds des Égyptiens de l'étranger, une source majeure de devises, ont également bondi de 82,7 %. Les réserves avaient franchi la barre symbolique des 40 milliards de dollars pour la première fois en mars 2024, atteignant 40,361 milliards $. Ce bond faisait suite à l'adoption d'un taux de change flexible et à l'afflux de l'investissement massif du projet de Ras Al-Hikma, qui avait injecté 24 milliards de dollars dans l'économie nationale.

TUNISIE 2043 – ETUDE PANAFRICAINE

Quelles perspectives économiques?

« Tunisia Geographic Futures » (« Tunisie Avenirs géographiques »), tel est l'intitulé d'une étude prospective effectuée par le programme African Futures & Innovation, institution spécialisée dans la fourniture de prévisions intégrées des perspectives de développement de l'Afrique, et ce, en partenariat avec l'Agence de développement de l'Union africaine Auda – Nepad.

L'étude analyse le processus de développement actuel et les perspectives d'avenir de notre pays à l'horizon 2043, date de la fin du troisième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.
Elle souligne, dans ses conclusions, l'importance de réformes coordonnées et multisectorielles pour libérer le potentiel économique et social à long terme.

HUIT SECTEURS ANALYSÉS

L'analyse explore huit secteurs clés : la démographie et la santé, l'agriculture, l'éducation, l'industrie manufacturière, les grandes infrastructures et le « leapfrogging » (saut vers le développement sans passer par les étapes intermédiaires), la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), les flux financiers et la gouvernance.
Parmi les bonnes nouvelles annoncées par cette étude figurent la possibilité de réaliser l'autosuffisance alimentaire et celle de voir la qualité de l'éducation s'améliorer. En voici les principales projections. « D'ici 2043, la Tunisie devrait atteindre l'autosuffisance alimentaire totale. »

LES SCÉNARIOS SECTORIELS

Démographie et santé : une population vieillissante
L'espérance de vie passerait à 82,2 ans en 2043, soit 1,7 an de plus que la trajectoire actuelle. La structure de la population tunisienne se caractérise par un vieillissement démographique. La part de la population en âge de travailler va diminuer.
En termes de PIB aux taux de change du marché, l'économie tunisienne devrait passer à 75,1 milliards de dollars US en 2043 (43,05 milliards de dollars en 2023), reflétant un taux de croissance annuel moyen modeste de 2,8 %.
Le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat devrait augmenter progressivement pour arriver à 12.870 dollars en 2043 (9.900 dollars en 2023).
« Le scénario Industrie manufacturière porte la valeur ajoutée à 19,2 % du PIB. »

Informalité en baisse, pauvreté en recul
D'après l'étude, les parts du secteur informel devraient contribuer à hauteur de 20,3 % au PIB et employer 32,9 %, ce qui représente une baisse par rapport aux années précédentes et devrait, ainsi, témoigner d'une lente formalisation de l'économie.
Les niveaux de pauvreté devraient diminuer pour atteindre 1,7 % en 2043.
L'étude fait mention de la persistance de certaines fragilités structurelles. Il s'agit notamment des disparités régionales et de la pauvreté multidimensionnelle. Ces fragilités demeureraient des préoccupations majeures.

Agriculture : vers l'autosuffisance alimentaire
Le scénario Agriculture renforce la sécurité alimentaire en améliorant les rendements des cultures, en développant l'irrigation et en adoptant des techniques intelligentes face au climat. D'ici 2043, la Tunisie devrait passer d'un déficit alimentaire à un excédent, atteignant ainsi l'autosuffisance alimentaire totale. « Le PIB par habitant atteindrait 13.440 dollars, avec des recettes publiques en hausse. »
L'étude prévoit une augmentation du nombre moyen d'années de scolarisation à 11,9 ans et une amélioration des scores de qualité à tous les niveaux. Elle réduit l'écart entre les sexes et permet à la Tunisie de mieux adapter le capital humain aux demandes du marché du travail.
Industrie : montée en puissance de la valeur ajoutée
Le scénario Industrie manufacturière élargit la base industrielle et porte la part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB à 19,2 % d'ici à 2043. Il favorise la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et l'augmentation des recettes fiscales.

Commerce extérieur : diversification et intégration régionale
L'impact de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) prévoit un accroissement de l'ouverture commerciale et la diversification des exportations. Le déficit commercial de la Tunisie se réduirait à mesure que les exportations de produits manufacturés et de technologies de l'information et de la communication augmentent.
« Cette étude indépendante mérite toute l'attention de nos gouvernants. »

Infrastructures et « leapfrogging » technologique
Le scénario des grandes infrastructures et du « leapfrogging » devrait stimuler la connectivité à large bande et la production d'énergie renouvelable. Il soutient également la croissance des services numériques et accélère la transition écologique.
Le scénario « Flux financiers » accroît les IDE, ralentit la baisse des envois de fonds et réduit la dépendance à l'égard de l'aide. En 2043, le PIB par habitant devrait atteindre 13.440 dollars.
Le scénario Gouvernance renforce l'efficacité des institutions, la prestation des services publics et l'équité sociale.
Les scores de gouvernance augmenteraient, la pauvreté reculerait à 1,7 % et le PIB augmenterait pour atteindre 75,1 milliards de dollars en 2043.
Et pour ne rien oublier, cette étude, de par la pertinence de ses conclusions, gagnerait à faire l'objet d'une attention particulière de la part de nos gouvernants pour une raison simple. Elle émane de Thinks tanks africains indépendants et n'obéissent pas à des intérêts géopolitiques de tendance ultralibérale occidentale. À bon entendeur.

MAURITANIE

Aura compte désormais 3 acheteurs pour l'uranium du projet mauritanien Tiris

Aura Energy s'emploie ces derniers mois à sécuriser 230 millions $ pour la construction de son projet d'uranium Tiris en Mauritanie. Cette future mine devrait à terme afficher une production annuelle de 2 millions de livres d'uranium, dont 15% est déjà réservée à Curzon.
Dans une note publiée le lundi 4 août, Aura Energy a annoncé la signature de deux nouveaux accords de vente pour l'uranium de son projet Tiris en Mauritanie. En incluant l'accord déjà conclu avec la société de trading Curzon Uranium, la compagnie minière australienne compte désormais trois contrats de commercialisation pour le produit de cette future mine capable de livrer 2 millions de livres d'uranium par an.
Curzon et Aura avaient convenu en avril 2024 de la livraison de 300 000 livres de concentré d'uranium par an, sur une durée de 7 ans. Un volume correspondant à 15% de la production annuelle de la future mine. Le premier nouveau contrat signé avec une compagnie électrique américaine dont l'identité n'a pas été précisée, prévoit un volume total d'environ 10% de la production prévue sur une période de quatre ans allant de 2028 à 2031. Le deuxième deal paraphé avec un groupe international actif sur le marché de l'uranium, porte sur un contrat de vente au comptant.
Contrairement aux deux autres accords, ce mécanisme de vente ne repose pas sur un engagement à long terme et tient compte des prix du marché au moment de la transaction. Aucun détail supplémentaire n'a été révélé sur les conditions de l'accord, en particulier le volume d'enlèvement convenu. La signature de ces différents contrats est bénéfique pour Aura, confirmant l'attractivité de Tiris pour les acteurs du marché. De telles signatures permettent généralement aux compagnies minières de garantir la commercialisation de la future production de leurs projets, ainsi que les revenus attendus lors de la phase d'exploitation. Dans le cas d'espèce, ces conditions peuvent aussi constituer un atout pour Aura qui cherche à mobiliser les 230 millions USD nécessaires à la construction de Tiris. La sécurisation du financement est en effet la principale condition fixée par les acheteurs en vue de la finalisation des accords de vente annoncés. Aura poursuit depuis quelques mois les discussions pour mobiliser les fonds, notamment auprès d'une « banque de développement occidentale », mais aucune avancée notable n'a été annoncée à ce stade. Rappelons que la mise en service de Tiris est prévue pour 2027.

POUR CONNECTER 100 MILLIONS D'AFRICAINS À L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

La Banque mondiale s'allie à la BAD et Mastercard

Le Groupe de la Banque mondiale vient d'accepter la coprésidence de l'Alliance pour la mobilisation de l'accès à l'économie numérique - MADE (Mobilizing Access to the Digital Economy) : Afrique, aux côtés du Groupe de la Banque africaine de développement et de la société Mastercard qui jusqu'à présent en assumaient seules la coprésidence. Cette initiative a été lancée pour faciliter l'accès numérique à des services essentiels à quelque 100 millions de personnes et d'entreprises en Afrique d'ici 2034.

L'Alliance MADE : Afrique s'inscrit dans les efforts collectifs de ces trois grandes institutions visant à accélérer la numérisation en élargissant l'accès fiable et abordable à une connectivité haut débit et à des données sécurisées, et de veiller à ce que les différents services numériques fonctionnent ensemble de manière transparente au profit des utilisateurs. Le Groupe de la Banque mondiale apportera à cette initiative son expertise, ses connaissances fondées sur les données et son expérience au soutien d'une transformation numérique durable.

« Le Groupe de la Banque mondiale est résolu à étendre l'accès numérique inclusif à toute l'Afrique, et le fait de rejoindre l'Alliance MADE appuiera les efforts visant à améliorer les moyens de subsistance, à autonomiser les communautés et à stimuler la croissance économique sur tout le continent », a déclaré Sangbu Kim, vice-président chargé du Numérique à la Banque mondiale. « En mettant en commun notre expertise du numérique, nos connaissances à l'échelle mondiale et nos expériences à l'échelle locale, nous pouvons contribuer à un impact durable et transformateur. »

L'Alliance MADE : Afrique cherche à prioriser les opportunités dans le secteur agricole, où les technologies numériques peuvent être de puissants catalyseurs du développement. Les « feuilles de route pour l'agriculture numérique », qui sont des plans d'action nationaux adaptés, soutenus par la Banque mondiale, permettront à davantage d'agriculteurs de bénéficier de l'Alliance MADE.

« Deux des objectifs prioritaires du Groupe de la Banque africaine de développement sont "Nourrir l'Afrique" et "Améliorer la qualité de vie des populations africaines". L'Alliance MADE : Afrique nous rapproche de la réalisation de ces objectifs en connectant les petits exploitants agricoles à des services numériques leur permettant d'augmenter leur production alimentaire, d'améliorer leur accès aux marchés, aux financements et bonnes pratiques agricoles, et donc d'accroître leurs revenus », a déclaré Mme Beth Dunford, vice-présidente chargée de l'Agriculture et du développement humain et social au sein de la Banque africaine de développement, qui vient d'engager 300 millions de dollars américains pour les cinq premières années du programme de l'Alliance MADE : Afrique. « Cette alliance réunit des partenaires qui sont complémentaires dans l'exécution de programmes ciblant les mêmes régions et communautés, ce qui nous permet d'amplifier notre impact », a indiqué Tara Nathan, fondatrice et vice-présidente exécutive de Community Pass, Mastercard. « La Banque mondiale apporte toute son expertise touchant au secteur agricole et à la transformation numérique, et nous sommes honorés de la voir s'unir à l'Alliance, ce qui permettra de déployer les moyens plus efficacement et d'accélérer notre travail pour que tout le monde puisse entrer dans l'économie numérique. »

Depuis son lancement en mai 2024, l'Alliance MADE : Afrique enregistre des progrès significatifs grâce aux différents projets actuellement mis en œuvre sur tout le continent.

En Tanzanie, elle soutient la mise à disposition d'outils de paiement dont bénéficient 50 000 producteurs de tournesol. Au Kenya, une formation abordable aux compétences numériques sur internet à haut débit a été proposée à 13 coopératives agricoles, touchant environ 10 000 agriculteurs ainsi que leurs communautés. De plus, la Fédération nationale des agriculteurs du Kenya a reçu un financement du Groupe de la Banque africaine de développement pour que 250 000 petits agriculteurs puissent améliorer leur capacité à interagir avec les institutions financières.

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) des Nations unies est également devenu membre de l'Alliance MADE en avril 2025. Citons, parmi les autres institutions adhérentes : Equity Bank Group, Microsoft, Heifer International, Sustainable Agriculture Foundation, Unconnected.org, Yara, la Fédération nationale des agriculteurs du Kenya, Shell Foundation, la CRDB Bank de Tanzanie et la Syngenta Foundation présente au Kenya et au Nigeria.

LÉGUMINEUSES

L'Afrique continuera à peser sur le marché mondial d'ici 2034

Le continent africain est l'un des principaux foyers de consommation et de production de légumineuses dans le monde avec l'Asie. Sur la prochaine décennie, cette importance va se renforcer.

Sur la prochaine décennie, le continent africain jouera un rôle moteur sur le marché mondial des légumineuses. C'est ce qu'indique le dernier rapport « perspectives agricoles 2025-2034 » publié conjointement le 15 juillet dernier par l'OCDE et la FAO.

D'après celui-ci, la consommation annuelle est prévue pour dépasser les 12 kg par habitant d'ici 2034 contre environ 11 kg actuellement et un niveau largement supérieur à la moyenne mondiale (8,6 kg/personne).

La croissance anticipée tient à l'appétit pour ces cultures qui devrait se maintenir et se renforcer sur la période avec l'essor démographique et les besoins nutritionnels importants de la région.

Cette catégorie de plantes qui englobe pois chiche, niébé, haricots secs, lentilles ou encore pois bambaras est déjà plébiscitée sous toutes ses formes (entières, décortiquées ou en farines) dans l'alimentation humaine fournissant une source de protéines bon marché à des populations aux revenus modestes essentiellement en Afrique centrale, orientale et occidentale.

Au-delà de la consommation, les auteurs du rapport indiquent que le continent continuera de peser dans l'offre mondiale sur la prochaine décennie. La région devrait ainsi augmenter sa production de 900 000 tonnes chaque année d'ici 2034 sous l'effet d'une hausse des rendements et d'une augmentation des surfaces cultivées.

Une telle dynamique devrait consolider son rôle comme second foyer de production mondiale (25 %) derrière l'Asie (42 %). En Afrique, l'offre de légumineuses a déjà presque triplé depuis le début des années 2000, passant de 8,7 millions de tonnes à 23,7 millions de tonnes en 2023, selon la FAO grâce à d'importantes améliorations au niveau des petites exploitations.

En effet, la culture des grains secs n'a pas besoin d'engrais, a un impact positif sur la qualité des sols grâce à la fixation biologique de l'azote, l'augmentation de la matière organique du sol et contribue à l'amélioration des rendements des céréales lorsqu'elles sont plantées aux côtés ou en alternance avec celles-ci.

Pour rappel, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est sont les principales régions de production de légumineuses sur le continent. Les principaux acteurs sont le Nigéria (4,3 millions de tonnes), l'Ethiopie (3,2 millions de tonnes), le Niger (2,78 millions de tonnes), la Tanzanie (2 millions de tonnes) et le Kenya (1,3 million de tonnes), d'après des données de la FAO datant de 2023.

BAUXITE

La Guinée reprend la main sur son principal produit d'exportation

La Guinée a expédié plus de 140 millions de tonnes de bauxite en 2024, ce qui en fait le premier exportateur mondial. Si la production et le transport de ce minerai stratégique restent encore dominés par des acteurs étrangers, un changement de cap se dessine actuellement dans le pays.

Premier exportateur mondial de bauxite, la Guinée a franchi cette semaine un nouveau cap dans sa volonté de mieux maîtriser cette ressource stratégique. Dans un décret lu lundi 4 aout à la télévision nationale, le président Mamadi Doumbouya a annoncé la création d'une société publique baptisée Nimba Mining Company (NMC). Un autre décret accorde à cette nouvelle entité des droits d'exploitation valables 25 ans sur une concession de bauxite retirée par décret à la filiale guinéenne (GAC) de la société Emirates Global Aluminium.

Cette décision intervient quelques semaines après la mise en place de la Guinéenne des transports maritimes, la Guitram. Selon le ministre des Mines, Bouna Sylla, cette seconde société publique prendra en charge le transport de la moitié des volumes de bauxite exportés par le pays, grâce à des navires battant pavillon guinéen.

À ce stade, peu d'informations sont disponibles sur le financement de ces projets et sur le calendrier de démarrage des activités commerciales de NMC et de Guitram. En 2024, la Guinée a exporté 145 millions de tonnes de bauxite, dont 10,8 millions par l'intermédiaire de GAC.

Ces initiatives marquent une reprise en main plus affirmée du secteur minier par les autorités guinéennes. Elles s'inscrivent en outre dans un contexte régional où plusieurs régimes militaires affichent une volonté croissante de souveraineté sur les ressources naturelles. À la différence du Mali et du Niger, qui ont récemment engagé des confrontations avec plusieurs compagnies minières pour imposer de nouvelles conditions, Conakry s'est pour l'instant limité à appliquer les règles existantes. « Si aucune grande réforme du cadre juridique n'est à envisager, on peut toutefois s'attendre à ce que les nouvelles autorités renforcent l'application des règles prévues dans le code minier, notamment en matière fiscale et de contenu local », estimait en octobre 2021, Me Hamidou Dramé, avocat au barreau de Guinée, dans un entretien accordé à l'Agence Ecofin, un mois après la prise de pouvoir du général Doumbouya. C'est en vertu de l'article 88 du code minier de 2011 qui encadre les conditions de retrait des titres miniers que le gouvernement a pu reprendre la concession de GAC. Depuis plusieurs mois, l'entreprise était accusée de ne pas honorer ses engagements, en particulier celui de construire une raffinerie de bauxite. Les autorités avaient ainsi suspendu en octobre dernier les exportations de GAC, avant d'annuler plus tôt cette année la convention qui liait les deux parties.

Pour ce qui est de Guitram, le code minier confère à l'État un droit de transport maritime équivalant à 50 % de la production, prérogative jusqu'ici peu exploitée. La création de NMC et de Guitram montre la volonté de l'État guinéen de ne plus se limiter au rôle de régulateur et de devenir un acteur à part entière de la chaîne de valeur.

Reste à voir si ces nouvelles structures parviendront à surmonter les défis logistiques, financiers et techniques pour assurer un réel changement de cap.

Le succès de cette stratégie dépendra aussi de la capacité du pays à imposer ses choix sans compromettre l'attractivité de son secteur minier, toujours dominé par des groupes étrangers aux moyens considérables.

BOURSE DE PARIS

Rebond fragile dans un marché en quête de direction

La Bourse de Paris s'arroge près de 0,3% ce matin, autour des 7645 points, tirée par Edenred (+2,6%), Accor (+2,3%) et Pernod Ricard (+1,7%). Suite à leur plongeon de vendredi, les places mondiales avaient réussi à reprendre des couleurs lundi, mais la cote a de nouveau joué aux montagnes russes hier au gré des indicateurs économiques publiés dans la journée.

Si l'indice PMI composite dans la zone euro s'est redressé, signalant une accélération de l'expansion du secteur privé, l'ISM des services a fortement déçu aux Etats-Unis, ce qui a fait basculer Wall Street et les indices européens dans le rouge.
Alors que les mauvaises nouvelles sur le front de l'économie étaient jusqu'ici considérées comme une opportunité de se renforcer, car annonciatrices d'un assouplissement monétaire à venir, elles sont désormais accueillies avec davantage de prudence.
'Cela ne nous apprend pas grand-chose de nouveau, surtout après le mauvais rapport sur l'emploi publié vendredi', tempère Michael Brown, stratégiste chez Pepperstone.
'Cependant l'ISM confirme qu'il ne s'agissait probablement pas seulement d'un accident de parcours : nous pourrions bien nous trouver face à un ralentissement plus profond et durable que prévu de l'économie américaine', souligne l'analyste.
Le fait que les investisseurs ne voient plus le verre 'à moitié plein' signifie qu'il est sans doute peu probable que les marchés d'actions retrouvent leur calme dans l'immédiat.
L'indice VIX, qui mesure la volatilité des options sur l'indice S&P 500, est remonté au-delà de 17,8 hier, un niveau inférieur au seuil des 20 points touché vendredi après les chiffres de l'emploi mais qui mérite d'être surveillé.
Ce regain de volatilité pourrait pousser les intervenants de marché à revoir leurs stratégies d'allocation d'actifs en se tournant vers les actifs refuge.
Pas de panique toutefois, estiment les analystes, sachant que la trêve estivale est toujours synonyme de retour d'une certaine instabilité, notamment en raison des faibles volumes qui caractérisent les échanges.
'Août est traditionnellement un mois chaotique en bourse', rappelle Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM.
'C'est celui qui est le plus propice à un rebond du VIX et donc à un regain de volatilité des indices', poursuit-il. 'Le contexte est en outre propice : le ratio cours sur bénéfices du S&P 500 a renoué avec ses points hauts tandis que le CAC 40, après avoir échoué à franchir les 8 000 points à plusieurs reprises, se dirige vers ses niveaux de support', précise le professionnel.
'Dernier facteur à prendre en considération : les grands indices mondiaux et le compartiment des 'small caps' en France ont connu quasiment quatre mois de hausse. Une pause est donc nécessaire', ajoute-t-il.
Les incertitudes géopolitiques persistantes du moment ne font rien pour arranger les choses.
Donald Trump a annoncé mardi que les Etats-Unis commenceraient par appliquer un 'faible droit de douane' sur les importations de produits pharmaceutiques avant d'augmenter le taux à 150%, voire 250%, d'ici un an.
À l'occasion d'une interview accordée à la chaîne d'informations financières CNBC, le président américain a ajouté qu'il prévoyait également de dévoiler la semaine prochaine des surtaxes sur les importations de semi-conducteurs.
L'attention va par ailleurs se porter sur les résultats de sociétés dans les prochains jours, même si la saison des publications trimestrielles touche désormais à sa fin.
Après la bonne surprise de Palantir, les comptes du fabricant américain de processeurs AMD présentés hier soir sont boudés par les investisseurs, mais les résultats de Disney, McDonald's et Uber attendus à la mi-journée pourraient bien changer la donne.
En Europe, les performances de Bayer, Commerzbank, Novo Nordisk et Siemens Energy pourraient dicter la tendance en début de séance.
Sur le front des statistiques, après une baisse de 0,8% en mai (révisée d'une estimation initiale qui était de -1,4%), les commandes en volume dans l'industrie manufacturière allemande ont diminué de 1% en juin par rapport au mois précédent, selon Destatis.
Ce dernier précise toutefois que la comparaison moins volatile d'un trimestre sur l'autre fait ressortir une croissance de 3,1% des commandes manufacturières au deuxième trimestre 2025 par rapport au premier.
Quant au compartiment obligataire, le rendement des emprunts d'État américains à 10 ans gagne 3 pts, vers 4,24%. Le Bund de même échéance +2 pts à 2,64%.
Sur le marché des changes, l'euro confirme son rebond face au dollar et se stabilise dans la zone de 1,158 USD.
Le pétrole, lui, tente de repartir à la hausse à l'approche de la publication cet après-midi des chiffres hebdomadaires de l'Energy Information Administration (EIA) américaine sur les stocks aux Etats-Unis.
Le Brent reprend 1% à Londres, pour se traiter autour de 68,6 USD le baril.

L'Europe dans le vert, les résultats de sociétés en soutien

Les principales Bourses européennes sont légèrement dans le vert mercredi dans une séance marquée par une avalanche de résultats d'entreprises qui prennent le pas sur les craintes liées aux droits de douane américains, dont l'entrée en vigueur est fixé à jeudi.
À Paris, le CAC 40 .FCHI prend 0,49% à 7.658,6 points vers 07h25 GMT. À Londres, le FTSE 100 .FTSE avance de 0,18% et à Francfort, le Dax .GDAXI monte de 0,51%.
L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E progresse de 0,47% et le FTSEurofirst 300 .FTEU3 de 0,25%. Le Stoxx 600 .STOXX gagne 0,30%, tiré principalement par l'immobilier, l'industrie et la finance.
Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,54% pour le Dow Jones .DJI , de 0,49% pour le Standard & Poor's 500 .SPX et de 0,36% pour le Nasdaq .IXIC au lendemain d'une séance en repli.
Alors que l'impact des droits de douane se fait sentir sur les résultats d'entreprises, les investisseurs restent globalement optimistes si bien que l'indice paneuropéen Stoxx 600 s'achemine ce mercredi vers une troisième séance consécutive dans le vert après les ventes massives de vendredi.
Les données LSEG montrent que les entreprises européennes devraient afficher une croissance moyenne de 3,1% de leurs bénéfices au deuxième trimestre, contre une hausse de 1,8% anticipée par les analystes il y a une semaine. Pour le moment, 74% des entreprises du Stoxx .STOXX ont déjà publié leurs résultats avec des bénéfices globaux supérieurs de 8% aux attentes, selon un nouveau rapport de Deutsche Bank.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Août 2025
Valeur : 08 Août 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.1512	130.1662
1	EUR	EURO	150.6891	150.7325
1	GBP	POUND STERLING	173.0504	173.1164
100	JPY	JAPANESE YEN	88.1903	88.2303
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1019	18.1058
1	CHF	SWISS FRANC	161.0782	161.1766
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.5385	94.5700
1	DKK	DANISH KRONE	20.1966	20.2037
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.4703	13.4863
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7167	12.7363
1	AED	UAE DIRHAM	35.4326	35.4406
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6848	34.6906
1	KWD	KUWAITI DINAR	425.6089	425.7972
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.8586	44.2994
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3028	14.3044
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8521	23.9748
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2596	3.2697
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.1556	177.1556

POINT-MARCHÉS

Les Bourses en Asie sans direction

Les Bourses asiatiques évoluaient sans direction mercredi, dans des marchés sans grands volumes et sans entrain, s'interrogeant sur la politique monétaire de la Fed et l'impact économique des droits de douane de Donald Trump appliquées à partir de jeudi. A la Bourse de Tokyo vers 02H30 GMT, l'indice vedette Nikkei progressait de 0,62% à 40.802 points, et l'indice élargi Topix de 1,12% à 2.969 points. Mais la Bourse de Séoul se repliait elle de 0,14% et Taipei de 0,53%. Sydney résistait (+0,61%). L'indice hongkongais Hang Seng reculait de 0,20%. Les places asiatiques restaient empreintes de prudence et d'attentisme au lendemain de nouveaux indicateurs américains décevants. Wall Street avait ainsi mal accueilli mardi l'enquête mensuelle de la fédération professionnelle ISM mesurant l'activité dans les services, qui a nettement ralenti et flirte désormais avec une contraction. Et peu après des chiffres très décevants sur l'emploi. De nombreux pays d'Asie, frappés à partir de jeudi par de lourdes surtaxes douanières américaines, devraient aussi souffrir: "Nous continuons donc de prévoir un ralentissement des exportations asiatiques vers les Etats-Unis au second semestre", prévient M. Wan. Le président américain Donald Trump a haussé le ton mardi contre l'Inde, à qui il reproche d'acheter du pétrole russe, et contre le secteur pharmaceutique, assurant que de nouveaux droits de douane pourraient être annoncés rapidement, à un niveau plus élevé qu'anticipé jusqu'ici. Après divers accords signés ces derniers jours, les produits de l'Union européenne (UE), du Japon ou de la Corée du Sud seront eux taxés à hauteur de 15%, ceux du Royaume-Uni à 10%. L'Indonésie est à 19%, le Vietnam et Taïwan à 20%. Dans ce contexte, les investisseurs surveillent aussi la Réserve fédérale américaine (Fed), que M. Trump critique ouvertement en lui réclamant des baisses de taux. Le billet vert continue d'hésiter en Asie: vers 02H50 GMT, il cédait 0,03% face à la devise japonaise, à 147,57 yens pour un dollar. Le marché pétrolier rebondissait en Asie, après son fort repli de la veille. L'or noir avait été plombé mardi par la perspective d'un déséquilibre entre l'offre et la demande de brut, sur fond d'assombrissement économique susceptible de miner la consommation. Vers 02H50 GMT, le baril de WTI américain grimpait de 0,52% à 65,50 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord de 0,53% à 68 dollars.

CANADA

Le déficit commercial se creuse encore davantage en juin

Le déficit commercial du Canada s'est accru en juin, passant de 5,5 milliards de dollars le mois d'avant à 5,9 milliards de dollars (3,71 millions d'euros), selon des données publiées mardi par l'agence nationale de statistique.

Les importations de juin, en hausse de 1,4%, étaient principalement attribuables à l'expédition "de valeur élevée" d'une pièce d'équipement pour un projet pétrolier offshore au large de Terre-Neuve, dans l'est du pays. Les exportations totales ont elles augmenté de 0,9%, une deuxième hausse d'affilée après le "plus important recul" des cinq dernières années, enregistré en avril, dans le contexte de la guerre tarifaire initiée par l'administration Trump aux ŝtats-Unis. Mais le Canada parvient, selon le gouvernement, à tirer son épingle du jeu dans ce bras de fer avec Washington. Mardi, le Premier ministre Mark Carney - économiste et ancien banquier central - a indiqué que le Canada était somme toute "en bonne posture" puisque, a-t-il dit, "85% des exportations canadiennes aux Etats-Unis n'ont aucun tarif". Il a aussi précisé ne pas s'être entretenu avec Donald Trump depuis l'annonce vendredi de l'augmentation à 35% des droits de douane sur les produits canadiens non couverts par l'Accord Canada-ŝtats-Unis-Mexique (ACEUM). En juin, d'après Statistique Canada, les échanges commerciaux entre les deux

pays nord-américains ont légèrement rebondi malgré des exportations toujours inférieures à ce qu'elles étaient un an plus tôt. Les exportations du Canada vers son voisin du sud ont augmenté de 3,1% mais continuent d'être "inférieures de 12,5% à celles de juin 2024", précise Statistique Canada dans un communiqué. Les importations en provenance des Etats-Unis ont progressé de 2,6% après avoir affiché trois baisses mensuelles consécutives. "Les données d'aujourd'hui laissent présager une reprise des échanges bilatéraux, mais en réalité les importations sont gonflées par une expédition spécifique, de grande valeur", a commenté dans une note l'économiste de la banque CIBC, Andrew Grantham. Selon Marc Ercolao, économiste de la banque TD, la faiblesse des échanges et l'incertitude du commerce frontalier ne montrent aucun signe de répit de par l'incapacité du Canada et des ŝtats-Unis à conclure un nouvel accord commercial. "Sur une note plus positive, les exportations canadiennes vers les pays autres que les Etats-Unis semblent se porter plutôt bien", a-t-il commenté. Les ministres canadiens des Finances et des Affaires étrangères sont cette semaine en visite à Mexico pour renforcer les partenariats commerciaux entre le Canada et le Mexique. Selon les économistes, les exportations canadiennes devraient lentement reprendre de la vigueur après le creux historique d'avril, provoqué par les droits de douane de l'administration Trump.

SOUS LA MENACE AMÉRICAINE POUR L'ACHAT DE PÉTROLE RUSSE

L'Inde dépêche un conseiller de Modi à Moscou

Ajit Doval, conseiller à la sécurité nationale du Premier ministre indien Narendra Modi, s'est rendu mercredi à Moscou, ont rapporté des médias indiens, après que Washington a menacé d'augmenter les droits de douane sur New Delhi en raison de ses achats de pétrole russe. Le quotidien The Hindu a relaté qu'Ajit Doval s'était rendu à Moscou dans la nuit de mardi, une information confirmée par la chaîne de télévision NTDV. La visite d'Ajit Doval à Moscou coïncide avec celle de l'envoyé américain Steve Witkoff, qui doit également rencontrer les dirigeants russes.

Lundi, le ministère indien des Affaires étrangères a déclaré que les pressions américaines pour mettre fin à ses achats de pétrole russe étaient «injustifiées» et «déraisonnables», et qu'il protégerait ses intérêts. L'Inde a fait valoir qu'elle «avait commencé à importer de Russie parce que les approvisionnements traditionnels avaient été détournés vers l'Europe après le déclenchement du conflit» en Ukraine. Shilan Shah, du cabinet Capital Economics, a déclaré que l'Inde pourrait «en principe» trouver d'autres fournisseurs «relativement facilement et sans grande incidence économique». Mais que, sur le plan politique, cela constituerait un défi. «Les décideurs politiques seraient réticents à bouleverser les relations généralement cordiales (et de longue date) avec la Russie», a-t-il détaillé dans une note.

L'Ukraine a déclaré mardi avoir trouvé des composants de fabrication indienne dans des drones russes déployés sur le pays. Les données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm montrent que la Russie a fourni 76% des importations militaires de l'Inde entre 2009 et 2013.

Bien que ce pourcentage ait considérablement diminué ces dernières années, l'Inde dépend toujours de la Russie pour des pièces essentielles.

EN ALLEMAGNE

Les commandes industrielles déçoivent avant l'accord commercial avec Donald Trump

Les commandes industrielles en Allemagne ont de nouveau reculé en juin, soulignant la fragilité de l'industrie allemande exposée aux tensions commerciales mondiales, selon des chiffres officiels publiés mercredi. Cet indice clé pour le secteur manufacturier, pilier de l'économie allemande, a baissé de 1,0% sur un mois, après un recul révisé à -0,8% en mai, d'après l'office de statistiques Destatis. Les analystes de Factset tablaient sur un rebond de 1,3% en juin. S'il s'agit d'une «légère déception», ces données «ne reflètent pas encore les effets du compromis douanier - si l'on peut l'appeler ainsi - entre les États-Unis et l'Union européenne» arraché fin juillet, relativise Jens-Oliver Niklasch, économiste chez LBBW. «Il faudra encore patienter deux ou trois mois» pour en ressentir les effets, ajoute-t-il. Dans le détail, les commandes intérieures ont progressé de 2,2% et celles en provenance de la zone euro ont augmenté de 5,2%, tandis que celles venant du reste du monde ont chuté de 7,8%, selon Destatis. La majorité des entreprises allemandes redoutent désormais de nouvelles entraves au commerce transatlantique, selon une enquête de la chambre de commerce et d'industrie (DIHK) réalisée juste après cet accord et publiée mercredi. Il en ressort que seules 5% des entreprises voient un effet positif s'en dégager, 58% craignant au contraire des charges accrues. L'Allemagne risque d'être la première touchée par une escalade douanière, car son industrie dépend fortement des exportations vers les États-Unis, notamment dans le secteur automobile, chimique, pharmaceutique, sidérurgique et des machines-outils. En comparaison trimestrielle, plus stable, les commandes reçues au deuxième trimestre ont été supérieures de 3,1% à celles du premier trimestre, selon Destatis. Sur un an, les commandes industrielles allemandes ont progressé de 0,8%.

ETATS-UNIS

La Nasa accélère ses plans d'installation d'un réacteur nucléaire sur la Lune

La Nasa va accélérer ses démarches pour installer un réacteur nucléaire sur la Lune d'ici à la fin de la décennie, a confirmé mardi l'agence spatiale à la presse. "Il est impératif que l'agence agisse rapidement", insiste l'administrateur par intérim de la Nasa, Sean Duffy, dans une directive relayée par plusieurs médias américain. Annoncé sous le premier mandat de Donald Trump, ce programme prévoit l'envoi de nouveaux astronautes américains sur la Lune, désormais pour "mi-2027", puis l'établissement de leur présence sur le long terme sur l'astre, plus de 50 ans après la dernière mission Apollo. Pour cela, la Nasa étudie depuis des années la possibilité d'installer un petit réacteur nucléaire sur la Lune - et dans le futur sur Mars - afin de permettre la production d'énergie nécessaire à une telle présence humaine. Contrairement aux systèmes d'énergie solaire, un dispositif nucléaire pourrait être installé dans des zones perpétuellement à l'ombre, notamment près du pôle sud où les Etats-Unis et ses rivaux concentrent leurs efforts, et produire de l'énergie en continu, même au cours des nuits lunaires, qui durent plusieurs semaines terrestres. La Nasa mise désormais sur l'envoi d'un tel réacteur d'ici à 2030. L'appel d'offres, qui sera publié prochainement, portera sur un dispositif capable de produire au moins 100 kWatts d'électricité - de quoi alimenter environ 75 foyers américains.

BRÉSIL

Les géants brésiliens de la viande Marfrig et BRF fusionnent

Les actionnaires des géants brésiliens de la viande Marfrig et BRF ont approuvé mardi la fusion des deux groupes sous le nom de MBRF, une opération qui reste soumise à l'approbation de l'autorité brésilienne de la concurrence. Marfrig contrôlait déjà 60% de BRF. "Les entreprises restent confiantes quant à la conclusion de la transaction, qui doit encore être approuvée définitivement par le Conseil administratif de défense économique (CADE)", ont-elles indiqué dans un communiqué commun. Le CADE a été saisi par un autre groupe alimentaire brésilien, Minerva, qui s'oppose à cette fusion en estimant qu'elle revient à créer un monopole de fait dans certains secteurs. Si l'opération est finalement approuvée, elle donnera naissance à un groupe de 130.000 employés, distribuant huit millions de tonnes de viande par an dans 117 pays et réalisant un chiffre d'affaires annuel de près de 24 milliards d'euros. MBRF deviendrait le numéro quatre mondial du secteur, derrière le brésilien JBS et les américains Cargill et Tyson Foods. Le Brésil est le plus grand exportateur mondial de viande bovine et de poulet, et l'un des pays où la consommation par habitant est la plus élevée. Environ 43% des élevages bovins sont concentrés en Amazonie, selon des statistiques officielles.

POUR VÉRIFIER LES INFOS D'UNE IA

Voici l'astuce simplissime du patron de NVIDIA

L'intelligence artificielle (IA) peut décupler vos capacités, à condition de bien l'utiliser. Jensen Huang, le patron de NVIDIA, dévoile sa méthode ultra simple pour vérifier la fiabilité des réponses.

L'homme d'affaires, à la tête de l'entreprise la plus valorisée au monde (merci l'IA), s'est entretenu avec Fareed Nakaria, un célèbre auteur et journaliste américain. Sans surprise, la conversation s'est surtout concentrée sur l'IA, et le dirigeant s'est révélé de très bon conseil pour ceux qui utilisent souvent la technologie.

Demander à plusieurs IA, et challenger les réponses

Car elle est loin d'être infaillible. En guise de preuve, le journaliste mentionne une étude menée par le MIT qui a comparé les performances cognitives de trois groupes. Le premier utilisait une IA, le second, un moteur de recherche classique, et le dernier, aucun outil.
À la surprise générale, ce sont les utilisateurs d'IA qui ont obtenu les moins bons résultats. En cause, une trop grande dépendance à la machine, qui finirait par affaiblir nos capacités à réfléchir par nous-mêmes. Et c'est justement sur la manière même d'utiliser la technologie que Jensen Huang a tenu à s'exprimer.
Il assure exploiter quasiment tous les chatbots disponibles sur le marché, de ChatGPT à Grok en passant par Perplexity et Gemini, mais n'oublions pas Claude ou encore Le Chat. D'après lui, c'est la clé de la réussite : ne pas laisser l'IA penser à sa place, mais s'en servir comme d'un levier pour apprendre et progresser. « Je ne lui demande pas de réfléchir à ma place. Je lui demande de m'enseigner des choses que je ne sais pas, ou de m'aider à résoudre des problèmes que je ne pourrais pas régler raisonnablement seul », explique-t-il.
Surtout, Huang recommande de ne jamais se contenter d'une seule réponse. « Je prends la réponse d'une IA, je la donne à une autre IA, et je lui demande de la critiquer », confie-t-il. Il compare cette méthode à une consultation médicale : « C'est comme demander l'avis de trois médecins. Je pose la même question à plusieurs IA, je leur demande de comparer leurs réponses, puis de me donner la meilleure ».

« La technologie la plus extraordinaire que le monde ait jamais créée »

Plus globalement, le dirigeant a profité de l'échange pour insister sur la portée historique de l'intelligence artificielle, ce qui n'est pas surprenant compte tenu de l'omnipotence de son entreprise dans l'écosystème de l'IA. Pour lui, nous vivons une véritable révolution. « C'est la technologie la plus extraordinaire que le monde ait jamais créée », affirme-t-il, admiratif devant notre capacité à « fabriquer de l'intelligence à une échelle aussi vaste ».
Ainsi, il invite chacun, quel que soit son âge ou son parcours, à s'approprier ces outils. « Ce que je recommande à quiconque s'inquiète de l'IA : allez l'utiliser », encourage-t-il. Selon lui, c'est en pratiquant que l'on comprend véritablement le potentiel et les limites de la technologie.
Enfin, il rappelle que l'usage de l'IA repose d'abord sur notre propre capacité à poser les bonnes questions, c'est-à-dire à prompter correctement. Et cet exercice mobilise des facultés essentielles : « Pour poser de bonnes questions, il faut réfléchir. C'est une compétence très cognitive », estime-t-il. Autrement dit, l'IA ne remplace pas notre intelligence, elle la stimule.

Malgré les contestations, l'IA Act poursuit sa mise en oeuvre en Europe

Dans le calendrier de mise en oeuvre de l'IA Act, le 2 août 2025 marque la mise en place de certaines règles pour les systèmes d'IA à usage général. Une réglementation qui suscite toujours un rejet de la part de l'administration Trump ou de Meta. De son côté, Google a décidé de signe le code de bonnes pratiques lié à l'IA Act, tout en alertant sur les risques pour l'innovation.
Le débat reste toujours vif sur l'IA Act. Ce règlement européen sur l'intelligence artificielle voté en 2024 vient en effet de franchir une étape en ce début du mois d'août. A cette date, plusieurs dispositions rentrent en vigueur notamment la gouvernance des systèmes d'IA à usage général (GPAI), des sanctions en cas de non-respect et les mécanismes de contrôle par des autorités désignées (Cnil, autorité de la concurrence,...).
Le texte impose des interdictions ou des conditions spécifiques selon une classification des systèmes d'IA en fonction des risques : inacceptable, élevé, limité ou minimal. Le calendrier est progressif selon le type de système régulé s'étalant de 2026 (pour les IA utilisées dans la biométrie, les infrastructures critiques, l'éducation, l'emploi ou la justice) jusqu'à 2027 (pour les IA à haut risque intégrées dans les jouets, les dispositifs médicaux, les machines). A noter que le non-respect des obligations entraîne des sanctions pouvant aller jusqu'à 35 M€ d'amende ou 7% du chiffre d'affaires annuel mondial pour les entreprises.

Des effets encore discrets sur le terrain

Certaines mesures ont déjà été appliquées, comme l'interdiction des systèmes à risque jugé inacceptable ou la création de l'Office européen de l'IA, mais leur impact reste pour l'instant limité. De même, la date du 2 août ne bouleverse pas l'écosystème de l'IA, car aucun cas médiatique majeur n'a encore émergé. Mais selon Víctor Rodríguez, maître de conférences à l'Université polytechnique de Madrid, « les effets devraient bientôt se faire sentir ». De son côté, Roger Segarra, associé au département informatique et propriété intellectuelle chez Osborne Clarke, observe déjà des impacts concrets. « Certaines pratiques interdites, comme l'utilisation par les administrations de systèmes d'identification biométrique à distance en temps réel à des fins de surveillance, ont eu un effet dissuasif dès leur annonce, avant même leur entrée en vigueur », explique-t-il.
Pour autant, « la mise en conformité des PME crée un climat de tension liées aux contraintes administratives et financières, ainsi qu'au manque de directives claires », poursuit-il. Pour Arnau Roca, associé directeur d'Overstand Intelligence, cabinet spécialisé dans le conseil en IA, « la première année a montré que le développement rapide de l'IA dépasse la capacité législative à la réguler efficacement ». La Commission européenne ambitionne de faire de l'IA Act un équivalent du RGPD pour l'IA, mais l'« effet Bruxelles », qui avait permis d'imposer des standards européens à l'échelle mondiale, peine à se reproduire. La réélection de Donald Trump et les positions divergentes des entreprises IT nourrissent les incertitudes.

Google joue la carte de la conformité

Dans ce contexte, Google a choisi de se conformer au code de conduite volontaire mis en place par l'Union européenne pour encadrer les IA à « risque systémique », une catégorie qui englobe les LLM développés par OpenAI, Meta, Anthropic ou Google lui-même. Les entreprises concernées disposent d'un délai de deux ans pour se mettre pleinement en conformité. Selon Tulika Sheel, vice-présidente au cabinet d'analyse Kadence International, cet engagement pourrait devenir un levier concurrentiel. « La pression augmente sur les acteurs de l'IA. Adopter des pratiques responsables offre une opportunité de se différencier, de gagner en réputation et de répondre aux attentes croissantes des entreprises et des utilisateurs finaux », explique-t-elle. Pour autant, Google reste prudent. Dans un billet de blog, Kent Walker, président des affaires mondiales du groupe, alerte sur les risques liés à ce cadre réglementaire : « L'IA Act pourrait freiner l'innovation en Europe, en raison notamment d'incompatibilités avec le droit d'auteur, de délais d'approbation trop longs ou d'exigences risquant d'exposer des secrets industriels. »

Des contestations américaines et européennes fortes

Cette position contraste avec celle de l'administration Trump, qui, il y a quelques mois, appelait à abandonner les codes de bonne conduite sur l'IA, privilégiant une régulation légère confiée aux entreprises afin de favoriser l'innovation. Meta, de son côté, refuse d'adhérer au cadre européen, qu'il juge inadapté à une technologie encore en construction. Selon la firme américaine, l'approche réglementaire de Bruxelles est prématurée et pourrait nuire au développement de l'IA. A noter qu'au début juillet, plusieurs patrons européens avaient plaidé pour un report de la mise en œuvre de l'IA Act, sans succès.

Brèves

SonicWall alerte sur une faille zero day exploitée.

Le spécialiste de la sécurité a demandé à ces clients de désactiver la fonction SSLVPN des firewall Gen 7. Elle contiendrait une faille de type zero day exploitée par le groupe de ransomware Akira, selon les experts d'Artic Wolf Labs. Un avis partagé par Huntress, « une vulnérabilité zero-day probable dans les VPN SonicWall est activement exploitée pour contourner l'authentification multifacteur (MFA) et déployer des rançongiciels ».
De son côté, SonicWall observe qu' « au cours des 72 dernières heures, une augmentation notable des cyberincidents a été signalée en interne et en externe, impliquant les pare-feu SonicWall Gen 7 sur lesquels SSLVPN est activé ».

Intel en difficulté avec son procédé 18A

Selon plusieurs sources citées par Reuters, le fondeur de Santa Clara aurait des problèmes de qualité sur les puces gravées avec le procédé 18A. Seulement 10% des puces produites sont conformes, un taux bien inférieur au rendement minimal de 70 à 80 % nécessaire pour garantir la rentabilité. Ce faible rendement pourrait contraindre Intel à vendre ses puces à perte ou avec des marges très réduites. Toutefois, le fondeur affirme que la situation s'améliore progressivement et reste confiant quant à une production en volume d'ici la fin 2025 de ses puces hybrides Panther Lake. Ce lancement est déterminant pour qu'Intel rivalise avec le processus N2 de TSMC.

L'IA Big Sleep détecte 20 vulnérabilités

Google a annoncé que son outil de chasseur de failles à base d'IA avait réussi à trouver une vingtaine de bugs dans des logiciels open source comme FFmpeg et ImageMagick. Selon Heather Adkins, vice-présidente de la sécurité chez Google, ces vulnérabilités ont été identifiées et reproduites de manière autonome, sans intervention humaine, avant d'être validées par un expert. Néanmoins, elle n'a pas donné de détails sur le niveau de gravité des failles. D'autres projets similaires, comme RunSybil et XBOW, ce dernier figurant parmi les meilleurs sur la plateforme HackerOne existent également. Toutefois, la communauté met en garde contre la présence de rapports parfois erronés ou fantaisistes générés par ces IA.

JAGUAR LAND ROVER CHANGE DE PATRON

Trump crie au wokisme et à la trahison de l'ADN britannique

Quelques jours après l'annonce du départ d'Adrian Mardell, JLR a nommé PB Balaji à sa tête. Mais le virage électrique et identitaire de Jaguar continue de faire grincer des dents. Jusqu'à la Maison Blanche où Donald Trump s'en est violemment pris à la marque, accusée d'avoir renié ses racines.

C'est officiel depuis le 4 août : PB Balaji, actuel directeur financier du groupe Tata Motors, prendra les commandes de Jaguar Land Rover, qui appartient au géant indien, en novembre. Il succède à Adrian Mardell, en poste depuis trois ans et qui a à la fois remis le groupe dans le vert, mais est aussi l'artisan d'un repositionnement ambitieux : celui de recentrer Jaguar sur l'électrique, en modifiant totalement l'image d'une marque devenue vieillissante. Balaji, première personnalité indienne à occuper ce poste, connaît bien la maison. Il a contribué au redressement de Tata Motors et à l'élargissement des investissements dans les batteries, les usines britanniques et les futures plateformes électriques du groupe. Son arrivée confirme la volonté de Tata de piloter directement une transformation stratégique lourde, au moment où Jaguar suspend toute production thermique dans l'attente de sa nouvelle génération de modèles électriques.

Une vision qui ne plaît pas à tout le monde

Mais il n'aura pas fallu longtemps avant que le nouveau patron ait déjà un lourd dossier à traiter. Quelques heures seulement après l'annonce, Donald Trump a attaqué frontalement Jaguar Land Rover, et plus précisément Jaguar, dénonçant sur sa plateforme Truth Social une marque "en pleine déroute", et coupable de s'être "vendue au wokisme". Le président américain visait notamment la campagne vidéo dévoilée en 2024, très stylisée, mettant en scène une diversité de modèles humains et de décors abstraits… sans qu'aucune voiture n'y apparaisse. Trump, fidèle à ses thèmes de campagne, s'en est pris à cette vision "marketing" de l'automobile, l'associant à une trahison du design britannique. Il a même qualifié le départ de Mardell de "démission honteuse", bien que celui-ci ait pris sa retraite après 35 ans de carrière.

Jaguar, coincée entre image et innovation

Le rebranding de Jaguar a déjà fait couler beaucoup d'encre : sous le slogan "Copy Nothing", la marque veut se réinventer comme un constructeur 100 % électrique haut de gamme, capable de rivaliser avec Bentley ou Lucid, plutôt que ses rivaux premium BMW ou Mercedes. Mais cette montée en gamme s'accompagne d'une rupture esthétique et identitaire. Les nouveaux modèles, attendus à partir de 2026, viseront une clientèle plus jeune, plus urbaine, plus mondialisée. Mais dans l'intervalle, Jaguar ne produit actuellement aucun véhicule, en attendant que sa nouvelle gamme soit prête. Outre l'imagerie "woke" véhiculée par Jaguar, Donald Trump s'en prend aussi peut-être à la marque parce que le groupe, bien que vendant majoritairement aux États-Unis, n'a aucune usine sur place. En pleine guerre des droits de douane, le président américain s'est peut-être trouvé une nouvelle coqueluche. Et le changement à la tête du groupe est l'occasion de montrer que rien ne lui échappe.

COMMENT TESLA COMPTE APPÂTER ET REMOTIVER LE MILLIARDAIRE AMÉRICAIN

29 milliards de dollars pour Elon Musk

Créateur prolifique, Elon Musk a participé à la fondation d'une multitude d'entreprises dans des domaines toujours plus variés, du système de paiement sécurisé PayPal à l'exploration spatiale avec SpaceX. Plus récemment, il s'est lancé en politique ce qui l'aurait poussé à relativement délaisser Tesla. Pour impliquer pleinement de nouveau son dirigeant, la firme vient de lui offrir 96 millions d'actions, soit l'équivalent... de 29 milliards de dollars.

Une entreprise qui appâte son dirigeant à grand coup de milliards de dollars pour le remotiver, cela peut sembler surréaliste. Et pourtant, c'est ce que vient de réaliser Tesla, en offrant 96 millions d'actions de la firme à Elon Musk pour un montant de 29 milliards de dollars. Un comité spécial a ainsi été créé en interne pour travailler sur la meilleure manière d'inciter Elon Musk à s'impliquer complètement et cette décision de la carotte financière a été jugée la plus judicieuse. Après son incursion en politique très controversée qui n'a pas joué en la faveur de l'image de la marque, Elon Musk n'était, paraît-il, plus aussi impliqué qu'il avait pu l'être auparavant au sein de la marque automobile de véhicules électriques. Ses multiples projets annexes comme la recherche spatiale avec SpaceX, les implants cérébraux de Neuralink ou encore la construction de tunnels via la société The Boring Company, sans oublier le rachat de Twitter renommé X, seraient également venus grignoter le temps que Musk peut consacrer à Tesla.

Une pluie de milliards

Tous ces investissements auront en tout cas fait de Musk l'homme le plus riche du monde au classement de Forbes, avec une fortune nette estimée à 342 milliards de dollars. Cette décision de rendre donc encore plus riche l'Américain, n'est pourtant pas une première. En 2018 déjà, un plan de rémunération prévoyait de verser une prime de 50 milliards de dollars au PDG, mais cette décision avait été annulée par la justice, car jugée inéquitable pour les actionnaires. Quoi qu'il en soit, un plan de rémunération à plus long terme devrait être voté le 6 novembre prochain pour définir la paye régulière du dirigeant pour les prochaines années.

A Letter to Our Shareholders on the 2025 CEO Interim Award

Dear Fellow Tesla Shareholders,

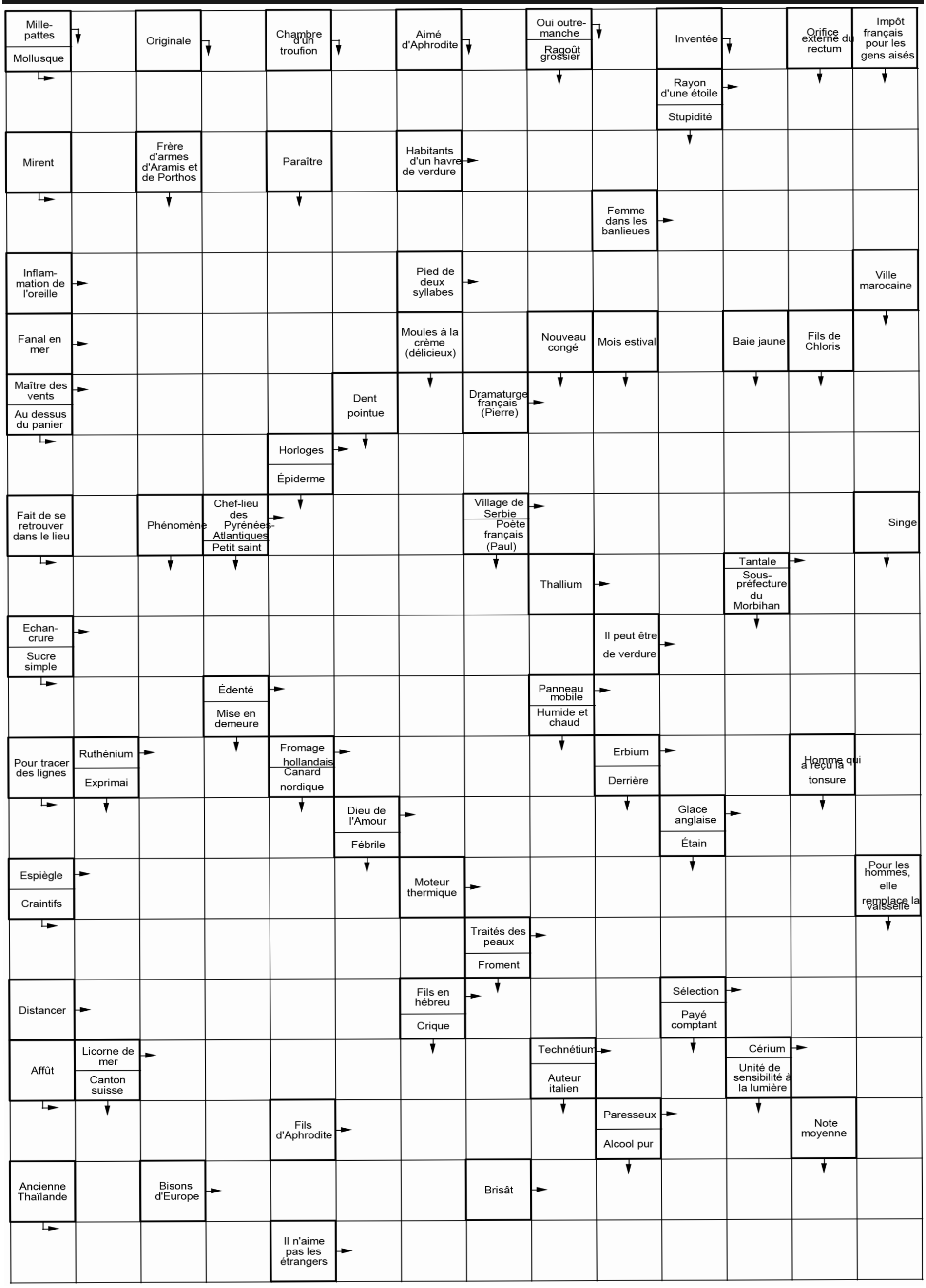
Today we announce an important first step in compensating Elon Musk for his extraordinary work at Tesla. As you know, Elon has not received meaningful compensation for eight years since…

— Tesla (@Tesla) 4 août 2025

Il a déjà l'argent, alors il aura le pouvoir

En outre, en devenant un actionnaire encore plus important de Tesla, la voix de Musk comptera beaucoup plus dans les votes concernant les grandes décisions de l'entreprise. Comme l'explique le message publié sur X ci-dessus, c'est l'une des conditions qu'à posée Musk pour être plus impliqué dans la vie de son entreprise. Bien que cette décision ne soit pas encore définitive, Musk n'est pas encore en possession de ses actions supplémentaires, si elle venait à se concrétiser, elle contraindrait le milliardaire à occuper un poste de direction pendant au moins deux ans et à conserver l'ensemble de son capital pendant cinq ans minimum. Néanmoins, les décisionnaires de Tesla préviennent que si le tribunal du Delaware revenait sur son annulation de la récompense de 2018, la nouvelle prime serait annulée. Faut pas pousser...

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 7 août 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le baril de Brent à 68,49 dollars

Les prix du pétrole ont enregistré une hausse mercredi, soutenus par des inquiétudes concernant l'offre mondiale et une demande soutenue notamment en Asie. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, prenait 1,26% à 68,49 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, gagnait 1,30% à 66,01 dollars.

CRASH D'UN AVION DE LA PROTECTION CIVILE À JIJEL

Merad se recueille à la mémoire des martyrs du devoir

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad s'est recueilli, mercredi dans la wilaya de Jijel, à la mémoire des martyrs du devoir, victimes du crash d'un avion de reconnaissance et de surveillance de la Protection civile, survenu mardi à l'aéroport Ferhat Abbas.

Accompagné du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi, du Directeur général de la Protection civile, le Colonel Boualem Bourelaf et du Directeur général des Affaires consulaires au ministère des Affaires étrangères, M. Merad s'est rendu dans la wilaya de Jijel suite au crash d'un avion de reconnaissance de type "Zlin" de la Direction générale de la Protection civile, survenu mardi à l'aéroport Ferhat Abbas faisant quatre (04) morts. Au siège de l'Unité principale de la Protection civile à Jijel, le ministre et la délégation l'accompagnant se sont recueillis à la mémoire des martyrs du devoir professionnel parmi les agents et cadres de la Protection civile et ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes.

ANP

Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 4 quintaux de kif

Des tentatives d'introduction de 4,78 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, lors d'opérations exécutées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période du 30 juillet au 5 août, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 30 juillet au 5 août 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP "ont découvert et détruit 12 casemates pour terroristes et 13 mines de fabrication artisanale à Khenchela, tandis que 5 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, dans différentes opérations à travers le territoire national". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays", des détachements combinés de l'ANP "ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 41 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 4 quintaux et 78 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 1.150.627 comprimés psychotropes ont été saisis". A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezzam et Djanet, des détachements de l'ANP "ont arrêté 146 individus et saisi 23 véhicules, 150 groupes électrogènes, 107 marteaux piqueurs, 65 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". De même, "6 autres individus ont été appréhendés et 3 pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, 4 fusils de chasse, 32.060 litres de carburants, ainsi que 14 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes". D'autre part, les Garde-côtes "ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 20 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 276 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut la même source.

MÉTÉO

Canicule prévue jeudi et vendredi dans les wilayas de Relizane et Chlef

Une vague de chaleur atteignant les 44 degrés Celsius est prévue dans les wilayas de Relizane et Chlef jeudi et vendredi, indique mercredi l'Office national de météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS). Placé en vigilance "Orange", les températures caniculaires toucheront les wilayas de Relizane et Chlef avec des températures maximales pouvant atteindre les 44 degrés Celsius et des températures minimales qui oscilleront entre 26 et 30 degrés. La validité de ce BMS court de jeudi 7 août au vendredi 8 août 2025, précise la même source.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Fin du libre-échange, vive la transaction et bienvenue au troc

Les USA ont signé la fin du multilatéralisme dans les relations internationales et la fin du libre-échange dans les relations commerciales, lorsqu'ils ont introduit des droits de douanes en fonction de leur balance commerciale avec chaque pays de la planète. Chaque pays est invité à négocier ces taux en s'engageant à importer des produits américains s'il veut voir un taux faible. Ainsi, les pays qui ont l'habitude d'exporter de gros volumes vers les USA (UE avec 500 Mds de $ ou la Chine avec 1800 Mds de $, c'est le cas aussi du Canada, du Mexique, du Brésil….) se sont vus attribués des taux de droit de douane très élevés 'plus de 50%, alors que les pays moins exportateurs de marchandises vers les USA avec des déficits commerciaux se sont vus attribués des taux plus bas (10 ou 15%). La négociation du taux vers le bas est exclusivement basée sur l'engagement du pays concerné à acheter plus de marchandises américaines. C'est la nouvelle doctrine dans le commerce mondial instaurée par Trump.

Le but des USA est d'arriver à équilibrer ou dégager des excédents de leurs balances commerciales avec l'ensemble des pays. L'UE a accepté le chantage américain et donc à acheter du gaz de schiste américain à des prix supérieursà ceux du marché. Le parapluie américain a encore joué dans la négociation, particulièrement dans un contexte de guerre Russo-Ukrainienne, alors que la Chine a organisé sa riposte à la hauteur de sa puissance et de sa souveraineté. On note cependant un petit réveil pour certains pays européens.La chine a appliqué la réciprocité, rejetant ainsi toute négociation. Il y a des pays qui trouvent leurs compte dans cette guerre commerciale ; des pays préparés et ayant acquis un niveau de compétitivité internationale qui les place dans une situation favorable pour jouer des rôles déterminants dans cette guerre commerciale. On peut citer au moins trois pays dans cette catégorie : Le Vietnam, l'Indonésie et la Malaisie. Le premier se trouve courtisé par les deux protagonistes, Chine et USA. Ces derniers veulent substituer, au moins en partie, les importations chinoises par des produits vietnamiens. Les chinois, de leur côté, veulent délocaliser une partie de la production vers ce pays. La stratégie américaine de contournement de la Chine se retourne contre eux. La bataille n'est pas terminée.

L'Indonésie et la Malaisie sont aussi dans cette logique de tirer profit de la guerre Sino-Américaine mais de manière moins prononcée en raison de leurs relations plus anciennes avec l'Amérique. Un autre acteur majeur de la région, l'Inde, qui cherche à se positionner dans cet affrontement mais avec moins de souplesses en raison de son passé avec les USA et de la relative faiblesse de la performance de son économie sur plusieurs segments. Pour les USA, tout sauf la Chine. Le gaz de schiste américain va-t-il inonder l'Asie dans le cadre de ces nouvelles configurations commerciales ? Rien n'est moins sûr. Ce qui est sûr, La Chine, le plus grand consommateur-importateur d'énergie dans le monde continuera à s'approvisionner auprès de ses fournisseurs traditionnels, La Russie et L'Iran. Cette nouvelle façon de faire du commerce au niveau mondial va donner un coup fatal à la « mondialisation heureuse » qui promeut le libre-échange planétaire pour atteindre une efficience pour toutes les économies et qui profiterait à toute la population de la planète. Séduisante au plan théorique, la mondialisation a, beaucoup, profité aux puissants, très peu pour le Sud et même elle a été destructrice (emploi, investissements, écosystèmes, …) pour beaucoup de pays pauvres.

Et si l'Algérie appliquait cette règle, au moins partiellement, pour trouver des débouchés pour le gaz. Ainsi, notre principal fournisseur, la Chine, s'oblige à acheter notre gaz. Il en sera de même pour la Turquie dont les exportations vers l'Algérie prennent de l'altitude. Les autres fournisseurs traditionnels de l'Algérie (Espagne, France et Italie) sont déjà des clients du gaz algérien.Mais rien ne garantit que les volumes importés par ces pays vont se maintenir avec l'imposition du gaz de schiste américain. Les contrats avec ces pays sont de moyen et long terme, mais des clauses de révisions des prix et des quantités y sont prévues.

Le gaz de schiste américain est un réel concurrent du gaz algérien, comme d'ailleurs le gaz libyen qui, heureusement, n'est pas encore exploité ; mais l'ENI (italien) vient d'engager un investissement de 8 Mds de $ sur des concessions en Libye.

Nous devons diversifier nos marchés, car aujourd'hui nous sommes très liés à des infrastructures de transport (canalisations par gazoduc) alors que la diversification doit se faire aussi par l'exportation du GNL par méthaniers.

La nouvelle doctrine américaine en matière de commerce extérieur, articulée à l'équilibre de la balance commerciale avec chaque pays, si elle n'est pas remise en cause, conduirait au retour du troc, marchandises contre marchandises. Des dérèglements vont se produire sur l'ensemble des économies tant au plan commercial qu'au plan monétaire.